

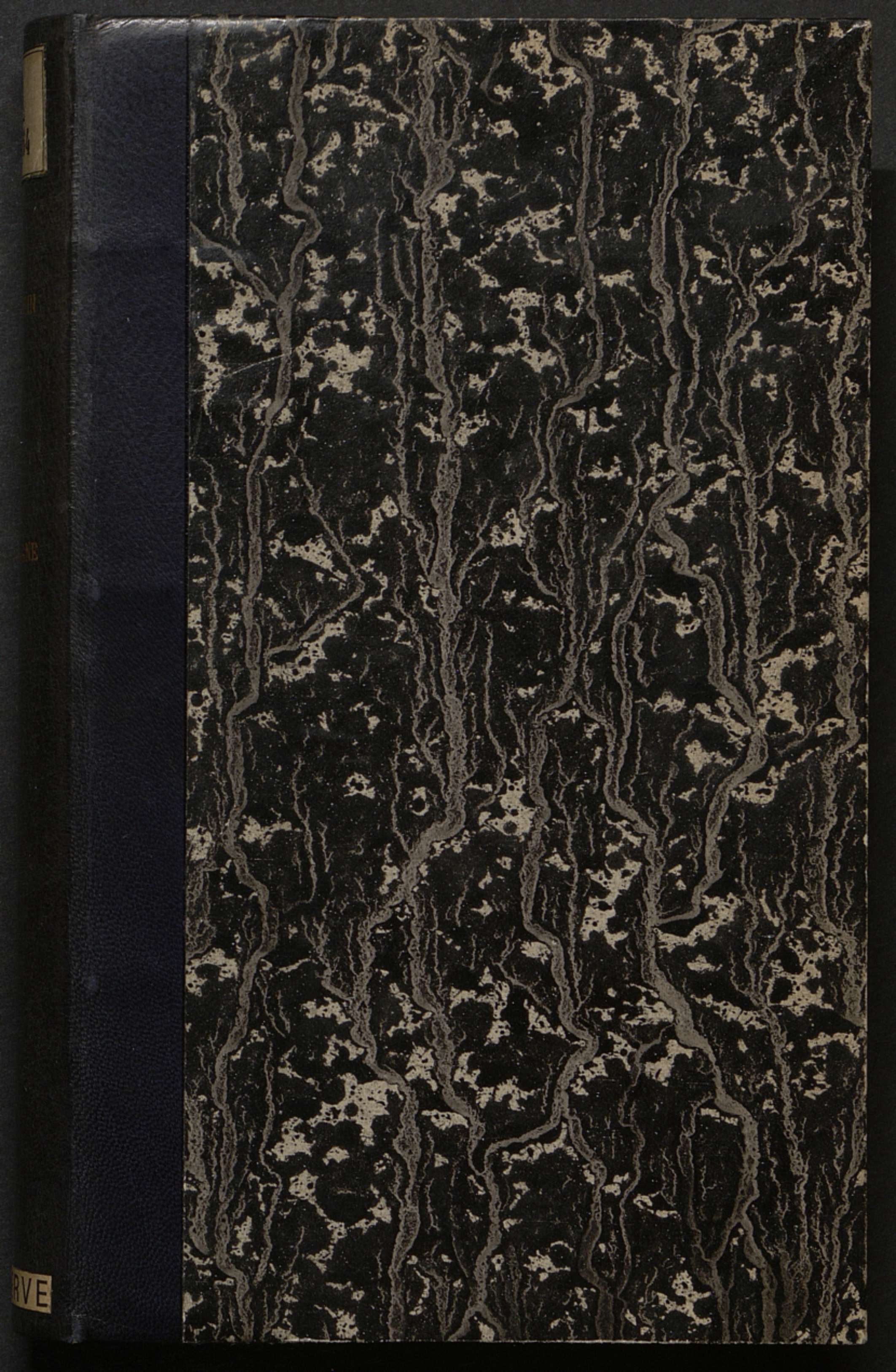
ECKSTEIN

—

DE

L'ESPAGNE









DE

MA CARRIÈRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

EN FRANCE ET DANS LES PAYS-BAS ;

PAR LE BARON D'ECKSTEIN.

Avant-Propos.

Si des attaques dirigées contre moi ne me forçaient à prendre la plume, jamais je n'eusse pensé à entretenir le public de mes actions et de ma personne. Je fais trop peu de cas des auteurs de ces attaques pour les honorer d'une réponse ; mais le temps est venu, ce me semble, de dire à mes amis comme à mes ennemis : « Me voici ; jugez-moi ; je me montre à vous tel que je » suis, tel que j'ai été. » Depuis long-temps j'ai dit adieu à la politique ; et je ne vis plus que pour la science. De vieilles routines, de nouvelles passions contrariaient trop souvent les opinions que j'avais à faire valoir. Que l'on ne me compte pas au nombre de ces fonctionnaires, de tous les rangs, de toutes les hiérarchies, dont je suis loin de contester l'utilité. Je n'existe pas pour les factions, mais pour la vérité; je vis pour une idée. Quant à ces intrigans politiques, sans

doctrine réelle, sans valeur pratique et dont le sublime dévouement se résout toujours en bons écus bien trébuchans, jamais leurs rangs ne se sont ouverts pour moi.

Mon attitude envers le public a toujours été simple et ferme. Jamais les circonstances dont j'ai pu être le témoin et l'observateur n'ont été pour moi l'objet de ces scandaleuses révélations indignes du respect qu'un écrivain se doit à lui-même. Je n'ai pas cru devoir consigner dans mes ouvrages les plus légères bagatelles que le hasard jetait sous mes pas. Mes discours ne se sont pas grossis de ces mots pompeux : *roi, empereur, altesse*, *majesté;* je n'ai pas fait retentir l'air des noms de princes et de grands qui avaient pu m'apercevoir ou m'accueillir. S'il est quelqu'un qui m'ait jamais entendu dire d'un ton mystérieux et capable : « Telle importante mission m'a été confiée. — La monarchie » était sauvée, si l'on eût écouté mes conseils ; — qu'on » les dédaigne encore, elle est perdue. — Je suis initié » dans les secrets d'état ; je tiens celui-ci de M. de Hardenberg, et cet autre de M. Canning ; » s'il est un seul homme qui ait entendu sortir de ma bouche ces locutions du pédantisme diplomatique, qui m'ait vu étaler des bagues et des tabatières, cadeaux de quelques souverains, ou faire parade des familiarités et compter les audiences que l'on m'aurait accordées ; que cet homme se présente, qu'il me nomme charlatan politique, et qu'il me siffle. Mais jamais on ne m'a vu mêlé à la foule des valets galonnés ; et bien du temps se passera avant que l'on ne m'y rencontre.

Personne ne respecte plus que moi la majesté royale; nul n'est plus disposé que moi à lui sacrifier jusqu'à la dernière goutte de mon sang. Mais je pense qu'elle a beaucoup mieux à faire que d'écouter et d'exaucer les prières de tous ceux qui viennent réclamer d'elle un salaire. Elle a le gouvernement à diriger; un grand peuple à protéger. Qui que vous soyez, si la nécessité des temps ne vous appelle pas auprès des rois, à quoi bon les importuner d'une inutile présence? Pour moi qui me trouvai appelé dans les cours, lorsque je pouvais y rendre quelques services, je m'en suis retiré dès que je n'y ai servi à rien. Une fierté bien naturelle m'empêcha toujours d'aller grossir l'armée de ces hommes dont les antichambres sont la seule patrie.

J'ai le cœur royaliste et le caractère indépendant: avec de telles opinions et la conduite qu'elles doivent dicter, on n'arrive pas aisément à la fortune, je le sais. Pour réussir auprès des grands, il faut peu de sincérité, peu de loyauté. Se courber avec adresse, répondre avec élégance, se mettre en avant avec une obséquieuse impertinence; voilà ce qu'il faut. Et que de plats valets n'ai-je pas vus faire leur chemin dans le monde! Combien de médiocrités désespérantes ont su se faire adjuger la palme de l'habileté et du talent, en prévenant l'un des embarras du maître, et se rendant ainsi digne de son sourire! Pour avoir deviné les faiblesses de la haute société, combien d'effrontés agens d'intrigue ont su captiver une honorable bienveillance, et n'ont dû leur succès qu'à cet instinct des besoins du pouvoir dont les avait doués la nature! Il est deux es-

pèces d'hommes que le vulgaire des gens d'état accueillent presque toujours avec faveur : d'abord ceux qui leur paraissent doués d'une certaine capacité administrative, leur servent d'instrumens et corrigent souvent les fautes grossières échappées à leur ignorance ; quant à la vertu, au caractère de ces hommes, on ne s'en informe pas. La seconde classe se compose de courtiers d'intrigue, de ces commensaux de salon, de ces bouffons officieux, qui ne visent pas tant à l'honneur qu'à l'argent.

Ajoutons un mot à cette déclaration. Si j'ai vu le dessous des cartes, si une effrayante masse de médiocrités ambitieuses et jalouses s'est révélée à moi, je n'en respecte pas moins le pouvoir. Tout ami de la liberté que je suis, le pouvoir me semble la première condition de la société. Royaliste, j'ai embrassé avec amour la cause du trône, cause que je n'abandonnerai jamais. Je suis encore de ces hommes qu'une vive sympathie, un attachement profond enchaîne à la dynastie de nos rois. Egalement étranger à la fronde et à la servilité, je n'aime ni le fracas de l'opposition, ni le silence morne de l'obséquiosité ministérielle. Je n'écoute aucun préjugé, et pour juger les choses, c'est à l'impartialité de mon esprit que je m'adresse. Accessible à toutes les idées, prêtant l'oreille à toutes les opinions, je les soumets ensuite à mon jugement personnel, je les classe et les apprécie d'après ma conviction individuelle.

CHAPITRE PREMIER.

De mes opinions dans tous les temps.

Je me trouvais à Bruxelles en février 1814. Les événemens de la guerre m'y avaient conduit. Les commissaires-généraux des hautes puissances alliées, M. le comte de Lottum et M. Delius me firent appeler, et m'accréditèrent auprès du gouvernement Belge, récemment installé. M. le duc de Beaufort était gouverneur-général civil de la Belgique : il était parti pour le quartier-général, et M. le comte de Robiano le remplaçait. Avant d'expliquer la nature des missions qui me furent confiées, je dois faire connaître les sentimens et surtout les opinions qui me guidaient et le système politique dans les combinaisons duquel on me faisait entrer; car j'ai toujours refusé des fonctions qui ne cadraient pas avec mes opinions.

J'étais jeune, j'avais peu d'expérience des événemens et des hommes. J'apportais dans le monde des études assez fortes, un ardent amour du bien et une grande activité d'esprit. J'appartenais à cette école allemande, qui voulait fortement les libertés publiques : école féconde qui a produit parmi les hommes d'état le célèbre baron de Stein, parmi les jurisconsultes et publicistes, les Savigny, les Niebuhr, les

Eichhorn. Par cette position même, je me trouvais en contradiction avec deux autres classes d'hommes: les serviles, d'une part (soit ministériels soit absolutistes), d'une autre les révolutionnaires, imbus de l'esprit de l'Assemblée Constituante. Je regardais comme fondamentale la nécessité de donner à tout une base *historique*; non que je voulusse qu'on rétrogradât vers le passé et qu'on prît son siècle à rebours; mais je désirais que l'on consultât les mœurs, les traditions, les croyances des peuples, que l'on partît de ce point pour améliorer, pour innover même s'il était nécessaire. Je m'embarrassais peu si une constitution était écrite ou non; je demandais seulement qu'elle ne reposât pas sur une théorie vaine, qu'elle reconnût la réalité historique et qu'elle portât en elle-même un germe de vie, d'améliorations et de développemens successifs.

Aujourd'hui un système pareil passerait pour aristocratique: cependant, selon les intentions de ceux qui le soutenaient, il n'avait rien que de populaire. Justice pour tous, égalité pour tous; nul monopole, aucun privilège, voilà ce que nous demandions. Mais comme un peuple qui méprise ses ancêtres se méprise, nous voulions que le passé fût respecté dans ce qu'il a de respectable. Nous nous élevions avec force contre le grand divorce que notre siècle a vu s'accomplir entre le passé et le présent.

Je n'ai plus, je l'avoue, les mêmes convictions; ce qui était possible en 1814, ne l'est plus aujourd'hui. La base historique a partout été dédaignée; les souverains même l'ont traitée assez légèrement. On n'a

pas su, tout en consultant le passé, dont les mœurs des peuples sont encore empreintes, mettre à profit, pour améliorer, les leçons de l'expérience et du temps. On a vu d'une part des constitutions écrites, d'une autre le régime ministériel fondé par Bonaparte se perpétuer et fleurir. C'est de l'année 1815 que date le moment fatal qui a détruit toutes les espérances de l'école historique.

Depuis ce temps j'ai vu la France de près, je l'ai étudiée avec soin : il m'est resté la conviction intime que la base historique n'est pas applicable à ce pays. Quittant alors la sphère des intérêts positifs, je me suis jeté dans celle des idées : j'ai dit adieu à la politique pour ne m'occuper que des investigations de la science. Les formes passent, les mœurs varient : il y a dans les idées un principe d'éternité que rien n'étouffe. J'ai adopté pleinement les deux grandes idées de l'époque : la liberté et l'égalité, conciliées avec l'ordre, mais si malheureusement défigurées par le parti révolutionnaire. Deux motifs ont causé cette triste altération dont nous sommes témoins : d'une part l'esprit anti-chrétien, d'une autre le génie négatif des révolutionnaires, génie qui ne trouvait pas un correctif suffisant dans la philosophie du dernier siècle ni dans la théorie informe empruntée à la Constituante. Jamais ce qui est essentiellement négatif ne pourra servir à rien constituer réellement.

C'est alors que j'ai entrevu dans la liberté un droit de l'individualité puissante et soutenue. J'ai découvert les vices de ce que l'on nomme régime légal. Mes

études historiques et philosophiques me mettaient à même d'en débrouiller les origines. Partout j'y ai retrouvé empreinte la griffe des gens de loi, toujours circonscrits dans un cercle de chicanes mesquines, toujours chargés d'une multitude de petites entraves, gens qui n'ont aucune idée politique dans l'esprit, aucun sentiment social dans le cœur. Rien n'a plus nui à l'exécution des plans de l'Assemblée Constituante que le style de procureur, cette liberté morcelée dont elle couvrait ses systèmes. Je pense, avec M. de Savigny, que notre époque est profondément dénuée de toute capacité législative.

Qu'on nous donne la liberté politique, la liberté de conscience : qu'on permette et que l'on encourage le libre agrandissement de l'individu, se constituant soit en associations, soit en corporations, comme il l'entendra. Que l'Etat garantisse et protège ces corporations, qu'il repousse les conspirations, arrête et punisse l'immoralité; mais que le génie de l'homme ne soit point gêné dans la manifestation libre et puissante de son individualité. Eloignez tout monopole, tout privilège, justice égale pour tous : un gouvernement fort, une société forte. Que l'un et l'autre suivent le propre mouvement de leur nature, et non l'impulsion stérile de fausses théories; laissez-les s'élever dans leur indépendance et leur vigueur, comme l'arbre croît et s'élève au sein de la forêt. C'est ainsi que la liberté, d'infructueuse et de négative, deviendra positive et créatrice. Jamais on ne verra la loi s'immiscer dans la politique : elle sera la loi privée et non la loi

publique. Je ne conçois que de cette manière la possibilité de s'affranchir graduellement et sans secousses des entraves de l'administration, pour conférer à la société le pouvoir usurpé sur elle. Dans ce système, les associations, en développant une puissance future, pourraient enfanter des communes et des provinces organisées d'après les intérêts de leurs propriétaires. Il y aurait là place pour tout le monde, et le pauvre même prendrait part à la puissance publique.

Je sais que ces idées portent encore la vive et forte empreinte de mes études historiques. Elles refont l'histoire en mettant en action les principes de la liberté et de l'égalité. Elles attaquent le génie de la révolution dans sa racine. Ce génie exige la constante intervention de je ne sais quelle vague et abstraite souveraineté populaire, exercée par une poignée de législateurs nommés tumultuairement, et dont le frêle édifice ne peut manquer de tomber bientôt en débris. Il fausse la nature, pour donner la prépondérance à je ne sais quel principe philosophique, tantôt décoré du nom de *volonté publique* ou *volonté nationale*, tantôt appelé *raison publique*; car, après tout, cette prétendue souveraineté de la raison philosophique, c'est la souveraineté du grand nombre, dont on déguise la brutalité sous un masque imposteur.

Et qu'est-ce que le grand nombre? la confusion, le chaos. Qu'est cette prétendue raison de nos philosophes? un dogme théorétique et pédantesque. Oh! que la nature est plus puissante que cette confusion! C'est elle qui nous arrache sans cesse à l'anarchie, état

contre nature, pour nous faire entrer dans le régime social. De même le christianisme (seconde nature, nature en état de grace) est bien plus profond que la raison de nos doctrinaires, qui n'enfante que des disputes sur les bancs des collèges. Le christianisme s'allie merveilleusement bien à la liberté, à l'égalité. Seul il les féconde. C'est lui surtout qui porte les hommes à s'unir, à s'associer. Malheureusement nos gens d'Etat ne veulent y voir qu'une affaire de police.

Mais ici je me sens appelé, par cette partie de mon sujet, à parler de la foi que je professe. Lié d'amitié avec quelques-uns des protestans les plus célèbres de l'Allemagne, qui se sont convertis au catholicisme, je suivis, très-jeune encore, l'exemple qu'ils me donnaient. Ce fut en 1809, à Rome, que j'abjurai les doctrines protestantes, entre les mains de Monseigneur Ostini, aujourd'hui Nonce en Suisse. Depuis ce temps, j'ai professé une charité générale et une indulgence sans bornes pour toutes les croyances. Ennemi déclaré de toutes les persécutions, la tolérance religieuse n'eut pas de sectateur plus zélé que moi. Je puis dire, sans rien avancer qui ne soit exact, que, protestant, j'avais été moins tolérant, et que ma conversion elle-même était la cause première de cette disposition, qui au surplus n'est pas négative comme celle des protestans et des philosophes du siècle, mais toute positive, toute bienveillante, toute active, née de ma charité chrétienne, non de ma haine du catholicisme. Je ne voudrais qu'on opprimât ni les sectaires ni leurs adversaires.

Comme, pendant le court espace de temps que je puis nommer ma carrière publique, mes opinions politiques et religieuses se sont mêlées et enlacées d'une manière aussi complexe que profonde, il faut bien que, pour expliquer le vrai mobile de mes actions, j'entre dans des détails indispensables à ce sujet.

Je pense qu'il y a eu une révélation primitive; catholicisme primordial, religion de la nature, culte des patriarches, dont le paganisme ne fut que la dégénération. L'homme gémissait alors sous le poids de la fatalité; Jésus-Christ seul, opérant sa délivrance, lui a rendu la liberté, l'égalité vraies. Au lieu de contrarier la nature, le christianisme la relève, l'idéalise et l'embellit. La nouvelle loi devait faire disparaître à la fois l'ancienne théocratie et cette philosophie qui, au temps de la décadence des républiques athénienne et romaine, avait engendré tant de révolutions sociales. L'Eglise, abolissant le régime des castes et les familles sacerdotales; l'Eglise, théocratie nouvelle, élevée sur les fondemens de l'égalité première, de la haute liberté, ne s'incorpore pas à l'Etat. Elle se propose à lui comme un grand modèle; elle sanctifie la nature. Une complète liberté, dans le cercle où elle se meut, lui est essentiellement indispensable. Sous ce dernier rapport on ne saurait tenir d'une manière plus prononcée que moi, aux doctrines que l'on nomme ultramontaines. Mais entend-on par là que je veuille prendre sous ma protection les abus dont les ecclésiastiques peuvent se rendre coupables, leur permettre

de s'immiscer dans les affaires d'Etat et réclamer en leur faveur l'impunité dans les affaires civiles? Ce serait étrangement se méprendre. Je ne réclame pour l'Eglise que la liberté chrétienne. Selon moi, aucun ministre de l'intérieur ne doit se mêler de son régime intérieur ou extérieur. Dans un pays catholique, c'est-à-dire dans un pays où le souverain n'est pas évêque, je ne conçois pas de ministre des cultes.

Ces idées, je les apportai en Belgique; je les ai toujours conservées. Rien chez moi qui rappelât le génie de la sacristie, ni celui des terreurs religieuses; rien qui ressemblât à un tripotage de religion, à une mesquinerie féminine. Quelquefois je ressentais de l'indignation contre ces prétendus hommes d'Etat qui, s'appuyant sur les hommes de loi, soumettaient le catholicisme à une puérile persécution, gênant ses moyens, ses assemblées, ses rapports avec Rome, entravant jusqu'à l'instruction qu'il conférait. Mais vous auriez vainement cherché au milieu de cette indignation la plus légère trace de l'esprit inquisitorial, du génie d'une police religieuse, ou d'une police politique.

Tous les partis, je le sais, ont été blessés tour à tour par la hardiesse de mes idées, par la plénitude de ma conviction, à la fois catholique, indépendante, royaliste, libérale même, dans le sens honorable du mot. On ne me voyait ni m'abaisser devant la multitude pour la flatter, ni m'assouplir sous la main du pouvoir, et me prêter à ses mouvemens avec la souplesse d'un gand. Dès 1814, je me trouvai en guerre ouverte avec la police et la censure; non que j'eusse de la prédilec-

tion pour les écrivains dangereux et les fauteurs de désordre, mais parce que j'étais bien persuadé que la police et la censure, impuissantes à lutter contre le cours du siècle, ne profiteraient qu'aux intrigans : également persuadé qu'au lieu de servir la religion, comme elles le prétendent, elles n'aboutissent jamais qu'à la faire haïr en la montrant peureuse, haineuse et tracassière.

Quant aux idées anarchiques et désorganisatrices, elles étaient si éloignées de ma pensée que j'étais toujours prêt à m'unir de cœur à la cause d'un gouvernement qui aurait su créer une administration forte et vigoureuse, et avoir l'entière conscience de sa dignité. Malgré toute mon antipathie contre le régime bonapartiste, je ne regardais pas comme impossible de l'ennoblir en l'arrachant à ses injustices. Je me disais : « Il manque à la société une base historique; la philosophie moderne est hostile au christianisme; peut-être pour accomplir l'éducation des hommes, le gouvernement a-t-il besoin d'une force centrale. Mais, dans ce cas, c'est l'éducation des administrateurs dont il faut s'occuper avant tout. Qu'ils cessent d'être des instrumens; qu'ils deviennent des êtres pensans, responsables de leurs actions; qu'au lieu d'être les marionnettes du pouvoir, ils soient ses confidens, ses amis, ses soutiens. » Mais mon espoir a été stérile. Les partis se sont emparés de l'administration, qui s'est énervée dans leurs bras. Routine, faveur, circonstance, ont tout usurpé; on n'a plus exigé qu'une seule capacité, celle des affaires. Quant à l'esprit public, quant aux

vertus patriotiques, on n'y songeait pas. Aussi, depuis quatorze ans, l'administration entend-elle le glas de la mort résonner à son oreille; et telle est son insignifiance que l'on s'aperçoit à peine de son agonie.

Concluons : si l'année 1814 m'avait ouvert la carrière politique, l'an 1818 m'ouvrit celle des études. Dès que je vis que toute action directe et conforme à ma conscience m'était interdite, je me retirai des affaires pour me livrer au cours de mes idées. J'espérais qu'il me serait possible de faire pénétrer d'une manière lente et graduelle dans l'ame de mes contemporains ma conviction personnelle, et qu'en variant mes moyens, en fécondant le champ qui s'offrait à moi, il ne me serait pas impossible d'obtenir le succès. Ici j'avais tous les préjugés à combattre. Mais au moins mes mouvemens étaient libres, j'en étais le maître, et je ne me trouvais enchaîné à aucun char.

CHAPITRE II.

Du Système politique dans lequel je me suis trouvé engagé pendant mon séjour dans les Pays-Bas.

Les souverains alliés n'avaient pas encore déchiffré l'avenir de Napoléon ni celui de la France. Tout restait vague et incertain : il était de la plus haute importance que l'on s'assurât de la faveur et de l'appui des Pays-Bas. Mais de quel moyen se servir pour mettre en mouvement l'esprit public de la Belgique? Employer le *statu quo* bonapartiste? rien de plus inutile. La Belgique n'avait été que légèrement sillonnée par la charrue révolutionnaire, et les nouveaux intérêts n'y avaient point jeté de racines profondes. On avait là peu de lumières politiques et religieuses, mais du bon sens pratique. Le clergé, à défaut de génie, était convaincu. Il avait tout souffert avec courage, tout jusqu'aux rigueurs de la conscription : car l'empereur avait mis en coupe réglée les jeunes gens des séminaires, pour se venger de leurs supérieurs. Ces ecclésiastiques n'étaient ni persécuteurs ni tracassiers. Le peuple les aimait : ils avaient gardé le souvenir vivant du patriotisme de vieille roche.

Quant à la noblesse belge, elle n'avait pas même été frappée dans ses biens. Les confiscations révolutionnaires n'avaient pas entamé la masse des grandes pro-

priétés. Dans l'ancienne révolution des Pays-Bas, on avait vu cette noblesse marcher à la tête du parti populaire. Pour la bourgeoisie, c'était la solidité même. Le paysan était laborieux et riche, surtout dans les provinces flamandes. Les provinces wallonnes, où l'on parle français, ne ressemblaient pas à ces dernières, et la tourmente révolutionnaire ne les avait pas épargnées. Dans cet état de choses, et quoique le pays ne possédât point un nombre suffisant d'hommes à l'épreuve, malgré le flegme national et la licence, compagne d'un premier mouvement de réactions politiques, on pouvait, on devait faire fonds sur les Belges, qu'il ne s'agissait que d'exalter et d'encourager. Telles étaient mes instructions, en général d'accord avec mes inspirations personnelles.

Peut-être n'ai-je montré là que le beau côté des choses; peut-être d'autres desseins se mêlaient-ils à ces idées; peut-être voulait-on, comme dit le peuple, *dorer la pilule*. Pour moi, j'étais assez jeune, assez enthousiaste, assez inexpérimenté, pour rêver sincèrement la résurrection (sur un fondement élevé) des antiques libertés flamandes. Je pensais que s'il était nécessaire de guérir des maux invétérés, du moins ne fallait-il pas traiter les peuples comme des enfans et emmiéler les bords du vase. J'espérais donner un fondement solide à la vraie liberté religieuse, qui marche de concert avec la liberté de l'Eglise dans ce qui est de son ressort spirituel. Je débutai par attaquer ouvertement, par improuver hautement toute spoliation, toute réaction. Le peuple Belge était généralement irrité

contre les acquéreurs de biens nationaux : on demandait le châtiment des Belges francisés, partisans déclarés de la dynastie napoléonienne. Je me suis opposé de toute ma force à un tel aveuglement, qui d'ailleurs était diamétralement opposé aux intentions des hautes puissances , et compromettait tous les intérêts de l'ancienne liberté.

D'une part je me proposais d'engager à la modération le gouvernement Belge , et de m'opposer aux réactions; d'une autre, je comptais soutenir, près des commissaires-généraux des hautes puissances , les intérêts de la liberté ecclésiastique de la Belgique , et de son ancienne liberté nationale. J'espérais faire ainsi quelque bien , apporter quelque adoucissement aux maux du pays , écrasé de contributions en hommes et en argent. Tout était désorganisé. On voulait réorganiser tout, afin de subvenir aux besoins de la guerre. D'un côté croulait le régime d'une fiscalité abhorrée, d'un autre s'élevaient des exigences dont rien ne pouvait modérer l'excès. Au moment même où il fallait réorganiser (pour remplir le fisc et les cadres de la conscription ,) cette administration même dont les acclamations populaires venaient de saluer la chute; il n'y avait ni manque d'adresse ni défaut de sagacité politique , à vouloir préoccuper fortement les esprits des intérêts de la liberté religieuse et civile. « Le temps présent a ses dures exigences, me disais-» je ; mais elles sont passagères. L'avenir se présentera » sous de plus heureuses et plus riantes couleurs. » Tous les Belges, amis de leur patrie, dont les cir-

constances m'ont rapproché, partageaient vivement mes espérances.

Tel était aussi le langage constant des commissaires envoyés par les hautes puissances. MM. de Lottum et de Delius m'approuvaient et m'encourageaient. En fait de régénération politique, ils allaient au-devant des vœux des Belges. M. de Delius surtout était partisan de l'Ecole historique dont j'ai parlé plus haut. Il est vrai que le but spécial de la mission dont ces Messieurs étaient chargés, se rapportait moins aux intérêts des peuples qu'à ceux des armées coalisées. Je ne l'ignorais pas, et, dans cette conviction même, j'essayais d'imprimer un utile élan aux hommes les plus considérés du pays. Je ne doute pas que si cet élan se fût prononcé avec vigueur, les hautes puissances n'en eussent accueilli l'expression. L'on n'eût point cédé la Belgique à la Hollande sans condition; l'Autriche ne l'eût pas abandonnée sans stipuler en sa faveur de puissantes garanties. C'est ce dont M. le duc de Beaufort et M. de Robiano avaient la conviction. Mais leur âge était très-avancé. Ils tenaient à la lettre de l'antiquité d'une manière sévère et stricte, et ne savaient pas en revivifier l'esprit. Ils ne voulaient pas voir que l'époque du privilège était passée. Ce qu'il fallait, ce n'était pas l'enrichissement du clergé; ce n'était pas le monopole des faveurs assuré à la noblesse : il fallait établir entre cette dernière, les communautés bourgeoises et les communes rurales, la plus intime, la plus parfaite harmonie. La Belgique ne poursuivait d'aucune haine la noblesse ni le clergé. S'entendre

sur une base imposante et large, eût été facile.

Les meilleures intentions caractérisaient M. le comte de Horst, envoyé du quartier-général pour remplacer M. le duc de Beaufort dans le gouvernement civil du pays. Il entrait complètement dans l'esprit de M. de Stein, et ne demandait rien de mieux que le réveil de la Belgique. L'essai fut tenté, mais en place de réalité, que vîmes-nous s'opérer? Une résurrection de fantômes. Liberté, force, grandeur, on voulait tout attendre des puissances alliées. On ne voulait pas se servir ni s'assister soi-même; on attendait en vain.

Alors les Anglais auraient pu faire beaucoup pour la cause des Belges. Mais la Belgique ne fut pour eux qu'une ligne de forteresses possédée par les Hollandais, devenus alliés de l'Angleterre, et qui pouvait servir à faire écouler les marchandises britanniques. Aussi tout leur intérêt se concentra-t-il sur la Hollande; on les vit soutenir le principe de la confusion des dettes belges et hollandaises, et seconder le nivellement complet des législations de ces deux contrées, malgré les différences essentielles des principes qui régissent les deux nations.

Quant à l'Autriche, elle se souvenait que l'esprit de liberté politique avait occasioné l'insurrection contre Joseph II, et elle était loin de le regarder de bon œil. La Prusse s'intéressait faiblement à la question. La Russie n'y pensait pas. Les Belges avaient oublié de se faire respecter; ils en furent punis. On les céda au nouveau royaume des Pays-Bas; et dans cette cession, ils ne parurent point d'une manière active

pour garantir leurs droits, leurs croyances et leurs intérêts.

Faiblesse chez les peuples, égoïsme dans le pouvoir : de tels principes devaient donner de semblables fruits. On devait prévoir l'issue de tout cela. Je ne m'y trompai pas. Mais quand les choses furent ainsi terminées, le désappointement de ceux qui s'étaient laissé enivrer d'une espérance vaine, se tourna contre moi. Tous ces gens que j'avais servis, que j'avais encouragés, que j'avais soutenus, moins parce qu'ils étaient éclairés que parce qu'ils étaient placés dans la société de manière à pouvoir exercer une heureuse influence, tous ces gens vinrent m'assaillir. A les entendre, je les avais bercés de chimères ; je les avais trompés; qui sait même? Peut-être les avais-je vendus à la maison d'Orange. Ils m'attribuèrent follement toute l'amertume de leur illusion déçue. Ce fut alors que j'appris, pour la première fois, à connaître les hommes.

Attirer sur ma tête le courroux des aveugles, provoquer la haine des ingrats, c'était bien assez ; mais ce n'était pas tout. Plus avisée, une autre classe d'hommes nourrissait contre moi une animosité plus vive et mieux fondée sans doute. Quand ma tentative eut échoué; quand tout cet ancien régime belge rentra dans la poussière, au lieu de voler vers les nouvelles destinées que je lui avais inutilement préparées et que sa gaucherie le rendait incapable de remplir; on vit tout le bonapartisme, tous les partisans de la révolution française se réveiller et relever la tête. Long-

temps abattus par les revers de leur cause, ils s'étaient tenus cachés , redoutant la réaction populaire qui les menaçait et dont je les préservais avec soin. Le fond des dispositions du quartier-général m'était connu, et j'empêchais d'honnêtes gens , égarés par leur colère, de céder à ses mouvemens et de venger sur les hommes du parti adverse la longue oppression de leur pays. Mais dès que les Bonapartistes virent que l'on accusait d'incapacité les soutiens de l'ancienne cause, qui n'avaient pu se constituer eux-mêmes, ils accoururent, ils s'offrirent, ils se vantèrent de leur habileté, de leur capacité administrative.

M. le baron de Vincent , gouverneur général pour l'Autriche, ne voulut point les entendre. Il devait se garder d'irriter, de blesser les Belges , dont sa mission était de calmer les douleurs; il était spécialement chargé de préparer les voies à leur union avec la Hollande. Quand il eut remis le gouvernement entre les mains de M. le baron de Capellen, homme plein de douceur et de modération , ces mêmes Bonapartistes , échappant tout à coup à la domination autrichienne et voyant les Belges désappointés, poussèrent un long cri de joie, et devinrent Orangistes furieux. Un prince de la religion protestante leur convenait; et dans leur haine contre le catholicisme , ils espéraient bien le circonvenir. On les vit se presser autour du nouveau gouvernement, et lui offrir leur dévouement ministériel le plus empressé, le plus servile. Ils disaient au gouverneur hollandais : « Laissez-nous les places, nous sommes tout à » vous. Nous vous aiderons à bâillonner la liberté du

» pays. On crie contre les exactions fiscales ; nous con-
» sentons d'avance à toutes les taxes. Seulement que
» le clergé, la vieille noblesse, la vieille bourgeoisie
» soient condamnés à la mort politique. Des maires,
» des préfets, des sous-préfets ; la conscription ; les
» droits réunis ; pas de communes ; point de provinces.
» Le paysan est bien ; laissez-le ; mais il est encore su-
» perstitieux ; détachez-le de son clergé, c'est le point
» essentiel. »

Je m'élevais contre ce langage imposteur ; M. le baron de Capellen m'écoutait avec faveur. Sur une foule de points, il était nécessaire (et je le voyais) de céder beaucoup. Il ne s'agissait plus d'assurer l'indépendance belge, mais d'établir ce que l'on nomme *régime constitutionnel*. J'eusse desiré que ce système nouveau favorisât, autant que possible, les vieilles libertés. Alors le parti révolutionnaire vit que je me trouvais sur son chemin : il me regarda comme son plus grand obstacle, comme son point de mire, comme son plus redoutable antagoniste. On me dépeignit sous des couleurs fausses ; j'étais, disait-on, l'ennemi de la maison d'Orange et le soutien des Autrichiens. C'était me taxer de folie. L'Autriche avait abandonné les Pays-Bas ; quel Don Quichotte assez absurde eût voulu s'escrimer encore en faveur d'une cause qu'elle-même délaissait ? Mais ce dont mes ennemis firent le plus de bruit, c'était ma profession de foi religieuse. Ils espéraient armer le protestantisme contre moi ; leurs premiers efforts furent vains.

M. de Capellen pénétra aisément les intentions de

ces messieurs. Il ne tint aucun compte de leurs criailleries, et me présenta lui-même à son Altesse Royale le prince d'Orange, depuis roi des Pays-Bas. Avant que ce prince montât sur le trône, il voulut bien me demander mon opinion sur une foule de points. Précédemment, et quand la guerre durait encore, j'avais été chargé d'organiser la Flandre-Orientale. M. le baron de Vincent m'avait ensuite envoyé à Anvers, pour y chercher et lui proposer des sujets propres aux emplois de l'administration de cette province. S. A. R. me donna ses instructions pour le Hainaut où elle m'envoya. Elle daigna me demander un grand nombre de Mémoires sur les anciennes constitutions de ces provinces. Je me trouvais en correspondance réglée avec le gouvernement. J'eus l'honneur d'accompagner le prince à Mons; une bienveillance parfaite me protégeait. Tout était dans l'attente de l'avenir; le ministère hollandais ne s'était prononcé sur aucun point; aucune constitution n'avait été donnée.

Je suis très-porté à croire que mes travaux étaient remplis d'imperfections ; mais je doute infiniment que ces administrateurs, ces gens d'affaires, excellens pour remplir les caisses du gouvernement, pour organiser la conscription, mais absolument ignorans pour tout le reste, aient communiqué à S. A. R. des documens plus précieux. Je regrette beaucoup de n'avoir point gardé l'original de ces travaux. On y verrait maintenant quel esprit de liberté dictait mes paroles, avec quelle horreur je flétrissais toutes les espèces de vexations administratives, avec quelle force

j'appuyais sur la nécessité de reconnaître hautement tous les droits. Dès le début, personne plus que moi n'a repoussé les idées de police et de censure. Mais, je l'avoue, le génie étroit des légistes ne m'inspirait pas un grand respect; je trouvais ignobles les persécutions infligées au clergé; je repoussais cette chétive instruction qui ne profite qu'au ministérialisme bureaucratique; je voulais que l'éducation s'appuyât sur de larges et fortes bases : voilà mes torts.

CHAPITRE III.

Des missions que j'ai remplies dans la Belgique avant les cent jours.

Ce fut le 7 mars 1814 que le Gouvernement provisoire adressa au clergé belge une circulaire approuvée par les commissaires-généraux des Hautes Puissances, et destinée à rendre au pays la liberté religieuse dont Napoléon l'avait dépouillée. Depuis ce temps, tous les protestans ministériels; tous les Joséphistes jansénistes; tous ceux qui criaient : *vive la maison d'Orange!* dans l'espoir que le clergé serait écrasé par elle; tous ceux qui par ce seul motif s'étaient éloignés de l'Autriche; tous les Bonapartistes métamorphosés en libéraux gallicans, ou prétendus tels; tous ces hommes qui, dans ce siècle religieux, ont le rare courage de défendre les rois contre les papes, et dont l'affection pour les rois s'est manifestée par de si nobles exploits; tout cela se servit contre moi de la circulaire en question; on savait que j'en avais rédigé les termes, et obtenu l'approbation. Je vais copier cette circulaire, qui ne tendait pas, comme on l'a prétendu, à favoriser les empiètemens du clergé sur l'Etat, mais à assurer la liberté religieuse dans sa plus vaste étendue.

Lettre adressée à Monseigneur l'évêque de Namur et à MM. les vicaires-généraux des différens diocèses de la Belgique.

« Les victoires éclatantes que les armées de Leurs

» Hautes Puissances Alliées ont remportées par le se» cours de Dieu, ayant affranchi le clergé de la Belgique » de toutes les entraves mises à l'exercice de la re» ligion catholique apostolique et romaine ; le gou» vernement, conformément aux intentions de Leurs » Hautes Puissances Alliées, maintiendra inviolable» ment la puissance spirituelle et la puissance civile » dans leurs bornes respectives, ainsi qu'elles sont » fixées par les lois canoniques de l'Eglise et les an» ciennes lois constitutionnelles du pays.

» En conséquence, les affaires ecclésiastiques resteront » entre les mains des autorités spirituelles, qui soigne» ront et surveilleront en tout les intérêts de l'Eglise. » C'est donc aux autorités ecclésiastiques que l'on » devra s'adresser pour tout ce qui concerne la religion.

» En transmettant cette résolution à votre clergé, » vous pouvez, Messieurs, lui assurer la protection spé» ciale du gouvernement.

» Bruxelles, le 7 mars 1814.

» Dans l'absence de M. le duc de Beaufort,

» *Signé* comte E. de Robiano.

» Vu et approuvé la déclaration ci-dessus, tout-à» fait conforme aux intentions bienveillantes des » Hautes Puissances Alliées.

» Les commissaires généraux de l'administration de » la Belgique.

» Comte de Lottum. Delius. »

Le jour où cette circulaire fut publiée, je reçus les deux lettres suivantes, qui me conférèrent une mission dans la Flandre Orientale.

Le gouverneur-général civil de la Belgique à M. le baron d'Eckstein.

« Monsieur,

» Il nous revient de toutes parts que M. l'intendant » de l'Escaut. . . . . ne jouit point de la con- » fiance publique, si nécessaire surtout dans les cir- » constances présentes; et comme il importe qu'il puisse » être remplacé le plus tôt possible par un autre sujet, » Leurs Excellences, MM. les commissaires-généraux » des puissances alliées, désirent, ainsi que moi, M. le » baron, que vous vous rendiez d'abord à Gand, et que » vous engagiez d'une manière efficace, M. de... à don- » ner lui-même sa démission, et à l'adresser d'abord au » gouvernement-général. Il vous remettra en même » temps toutes les pétitions qui lui sont parvenues, ten- » dantes à obtenir des places dans la nouvelle adminis- » tration. Au surplus, M. le baron, l'intention de Leurs » Excellences, conforme à la mienne, est qu'on dé- » signe quelque place qui puisse convenir à M...

» Bruxelles, le 7 mars 1814.

» En l'absence de M. le duc de Beaufort,

» *Le comte* E. DE ROBIANO. »

N° II.

Le gouverneur général civil de la Belgique, à M. le baron d'Eckstein.

« Monsieur,

» En suite de la lettre de ce jour, par laquelle vous » avez été invité à procurer la démission de M. l'inten- » dant du département de l'Escaut... Leurs Excellences,

» Messieurs les commissaires généraux des puissances » alliées désirent, ainsi que moi, et vous autorisent à » vous concerter avec Messieurs les quatre députés de la » noblesse de l'Oost-Flandre, et Messieurs..... sur les » choix des personnes les plus propres à remplir les » places vacantes, et surtout celle d'intendant qui va- » quera par la démission de M..... ; vous priant, M. le » baron, de me faire parvenir votre travail à cet égard, » pour me servir de direction quand il s'agira de les » remplir.

» Bruxelles, le 7 mars 1814.

» Suivent les mêmes signatures. »

Je pris en même temps les ordres relatifs au service militaire de la province. La confusion était extrême. Le général Maison se trouvait à Lille avec un corps d'armée; le général Carnot occupait Anvers; Ostende était encore au pouvoir de l'empire; Gand était occupé par un poulk de Cosaques, très-peu considérable, commandé par le colonel Bichaloff. Le duc de Saxe-Weimar, actuellement régnant, n'avait pas encore transféré à Tournay son quartier-général. Quand le major Hellwig vint nous soutenir, je fus chargé de sommer Ostende de se rendre. La plus grande effervescence régnait dans le peuple. Il s'agissait à la fois de prévenir les réactions, et de contenir les partisans désespérés de l'empire. Redoutant une invasion des garnisons de Lille et d'Anvers, qui faisaient de fréquentes sorties, les hommes riches de la province se tenaient cois, et refusaient d'occuper les emplois publics. J'étais seul à exalter leur courage, à enflammer

leur ame , à leur faire pressentir la liberté politique, à les pénétrer de ce que je regardais comme les besoins les plus urgens du pays. Quelques hommes se mirent en avant : le patriotisme ne leur manquait pas, mais ils manquaient de lumières , et ne pouvaient tomber d'accord sur aucun point fixe, sur aucune grande base à arrêter. L'occupation de Paris vint trancher la question.

Lorsque M. le général Vincent, gouverneur civil et militaire de la Belgique , après M. le comte de Horst, m'envoya dans la province d'Anvers, la paix de Paris était déjà conclue. Ma mission dura peu. Là, comme dans la Flandre Orientale, la plupart des autorités furent instituées sur ma recommandation. Cependant ce n'étaient ni les mêmes circonstances , ni tout-à-fait les mêmes idées qui me guidaient. Il ne pouvait plus être question d'indépendance belge. L'Autriche avait abandonné ce pays. Il ne s'agissait plus que de présenter une masse d'hommes respectables, et de les mettre en possession de l'autorité , afin d'empêcher les ennemis des libertés civiles et religieuses de la Belgique, de devancer les véritables patriotes auprès de S. A. R. le prince d'Orange.

Un assez grand nombre d'années sépare l'époque où j'écris , du temps dont je parle. Alors j'ignorais les cours , j'étais loin de connaître les chancelleries et leur diplomatie, et les artifices, et les combinaisons, et les routines ministérielles. J'imaginais quelque chose de grand et d'exalté , non que je me trompasse sur les hommes mêmes et sur leur caractère indi-

viduel ; mais je croyais qu'il serait possible de les entraîner dans un grand et noble mouvement. Cette force, cette conviction, cet enthousiasme, ce dévouement à une idée puissante, je les cherchai vainement, je ne les rencontrai nulle part. Oui, je dois l'avouer, et je ne puis en rougir, j'ai été complètement dupe. Après nous avoir long-temps agités pour nous arracher au régime impérial, des esprits médiocres n'ont eu rien de plus pressé, quand ils ont vu leur but atteint, que de se jeter eux-mêmes dans une routine qui leur coûtait peu de peine, et ne compromettait pas leur capacité. C'était une espèce de lit de repos pour eux. Partout le mouvement des affaires était sans direction réelle. Certes, on était las de la grandeur exagérée de Napoléon et de la révolution française ; mais j'espérais qu'on saurait la remplacer par une sagesse calme, forte et éclairée. Les Cabinets, dans leur profonde lassitude, ne songeaient qu'à se refaire. Après avoir suscité les espérances et les efforts des hommes à idées bonnes ou mauvaises, à spéculations justes ou fausses, on les trouva tous également insupportables. On eut même plus d'empressement à bouleverser l'autorité du baron de Stein, et à lui enlever l'influence qu'il avait exercée sur les affaires, qu'à paralyser l'action révolutionnaire. Quant aux Bonapartistes, comme ils avaient la triture des affaires, on les proclama seuls capables. Hommes de routine, rompus à toutes les combinaisons de la fiscalité, ils offraient des facilités dont on profita. Dès le congrès de Vienne, il fut facile de prévoir

dans quelle atonie on verrait l'Europe plongée, après de si violentes secousses ; comme si l'apathie et la langueur étaient le repos majestueux de la force.

M. le baron de Capellen, ami personnel de S. M. le roi des Pays-Bas, et son conseiller intime avant que M. de Falk le fût devenu (je me reporte ici à un temps assez éloigné), était un homme remarquable par la probité la plus stricte, les mœurs les plus douces et la noble pureté de son ame. Toute la gent administrative, débris de l'ordre des choses précédent, venait l'assiéger et l'accabler. On se pressait autour de lui pour lui faire entendre que la maison d'Autriche était odieuse aux Belges ; cette haine venait de ce que l'Autriche possède encore une noblesse entourée de toutes ses vieilles prérogatives, de ce que Vienne surtout est encore toute catholique, de ce que les réformes de Joseph II y sont mises en oubli. M. de Capellen me faisait l'honneur de s'entretenir avec moi sur ce sujet. Je lui prouvais clairement que les Belges, au lieu d'être Français, ou Autrichiens, ou Orangistes, étaient Belges avant tout ; qu'ils avaient leurs préjugés ; que chez eux l'élan n'était pas rapide ; mais s'il était difficile de les mettre en mouvement, du moins leur jugement était solide et ferme comme celui des Hollandais, dès que leur intérêt positif se trouvait en jeu.

« Ils ne souffrent pas plus le régime fiscal que les Hollandais ne le souffrent, disais-je à M. de Capellen. Deux classes d'hommes vous exhortent à l'établir : la race administrative qui suit tous les erremens de Bo-

naparte, et qui est absolument dénuée d'esprit public : les Joséphistes également dénués de cet esprit. Ces gens n'ont pour soutien qu'un petit nombre d'habitans des provinces wallonnes : dans ces dernières se trouvent des intérêts nés de la révolution française, tandis que dans les provinces flamandes, ces intérêts ont à peine laissé la plus légère trace. Ménagez tous les intérêts, n'encouragez pas les doctrines dangereuses. Etablissez la tolérance dans la Belgique ; elle n'est pas protestante. Son catholicisme est sincère ; mais souvent trop peu de lumières se joignent à cette sincérité. Répandez l'instruction ; ne blessez pas la croyance de la majorité. Un prince protestant va monter sur le trône. Les Hollandais se refusent aux impôts : ils y échappent même par la nature de leurs propriétés. Ne faites pas peser sur les Belges un fardeau que les Hollandais ne veulent pas supporter. Deux obstacles s'opposent à l'union des Pays-Bas et de la Hollande : l'argent et la religion. Voulez-vous que cette union s'opère sur une base grande et large? N'essayez pas une fusion qui ne sera qu'une confusion. Elevez-vous au-dessus de ces fausses idées d'unité, d'après lesquelles, sans respect pour les mœurs et les opinions, vous pouvez jeter dédaigneusement tous les peuples dans un moule unique. Créez l'alliance des Belges et des Hollandais. Gardez-vous bien d'adopter dans les Pays-Bas une nuance protestante, et de les effrayer par les exigences du fisc. »

Non-seulement j'eus sur ce texte de longs entretiens, d'abord avec M. le baron de Capellen, puis

avec M. de Falk (qui le remplaça dans la faveur du souverain), mais avec le commissaire de la Grande-Bretagne. J'ai eu l'honneur d'en parler au souverain lui-même, avant et depuis son couronnement. On m'a demandé un grand nombre de mémoires, où je devais détailler avec soin toutes les difficultés, qui, selon moi, s'opposaient à une fusion, tous les ménagemens qu'exigeait la situation des affaires religieuses.

Je n'ai deviné que long-temps après la cause de l'empressement avec lequel le ministère hollandais sollicitait de moi ces renseignemens avant la promulgation d'une constitution. On me supposait quelque sagacité. On ne me croyait pas incapable de débrouiller l'étrange chaos des prétentions contraires, et de ramener toutes les questions aux principes d'où elles émanaient. On voulait voir clair dans les affaires et les passions du pays. Des regrets, des dénonciations, des plaintes, des clameurs retentissaient de toutes parts. C'était une tour de Babel, où se mêlaient avec un fracas confus les cris de tous les partis : représentans de l'ancienne Belgique, de la Belgique démocratique, de la Belgique bonapartiste, sectateurs de la réforme joséphiste, élevaient à la fois leurs voix discordantes. Le cabinet hollandais avait pris son parti d'avance : d'accord en cela (je le pense du moins) avec la Grande-Bretagne. On voulait opérer la fusion de la Hollande et des Pays-Bas. On craignait la France catholique, et l'on ne voulait pas que le catholicisme des Pays-Bas tournât un jour ses regards vers la France. Aussi

ne le laissait-on pas indépendant. On aimait mieux se servir des idées des Joséphistes, de celles des Jansénistes de l'église d'Utrecht, de celles des Bonapartistes qui favorisaient un gallicanisme ministériel. Indifférens pour toutes les religions, ces derniers ne haïssaient que le catholicisme. Mais comme on entrevoyait un grand nombre d'obstacles à surmonter, on sentait la nécessité de voir ces obstacles indiqués et classés dans un travail bien fait.

M. de Capellen, qui avait de l'ame, n'apercevait que d'une manière vague et confuse le but vers lequel on se dirigeait, M. de Falk, doué d'une haute sagacité, d'une rare pénétration d'esprit, y voyait plus clair. Il ne s'est mis en dehors de ce système, qu'au moment où il l'a vu devenir la prise d'esprits essentiellement petits, d'un Van Maanen, d'un Appelius, gens avec lesquels sa raison (capable d'ailleurs de concilier tant de difficultés et de vaincre tant d'obstacles), ne pouvait sympathiser.

Ainsi tous les travaux qu'on m'avait demandés, toutes les missions dont on me chargea à Mons, à Tournay, à Bruges (où j'étais accrédité auprès des autorités civiles et militaires, pour dresser une statistique exacte de l'état présent et passé du pays) : ainsi toutes les espérances que je me crus en droit de concevoir ; tout cela, au lieu d'aboutir au résultat qui s'offrait naturellement à moi, se dirigeait vers un but absolument contraire à ma conviction personnelle. Mais il y a dans le caractère hollandais une grande ap-

titude à la patience et au travail. Chez eux , dans les anciens temps de leur république , il y avait une vraie pépinière d'hommes d'Etat. M. de Falk avait dans l'esprit et dans le caractère assez d'énergie pour ne pas se laisser aveugler par la routine administrative. S'il voulut s'y plonger tête baissée , c'est qu'il y voyait le moyen de satisfaire à une nécessité de fiscalité, de domination. Selon ce plan , la Belgique devait assister la Hollande , l'aider à soutenir le fardeau de sa dette ; elle ne devait plus être qu'une immense place d'armes , prête à fournir aux besoins et à défendre les intérêts de la Grande-Bretagne. Comme on redoutait l'ambition française et qu'on voulait la contenir , on ne voulut pas émanciper le clergé catholique , on le soumit à des lois sévères. Il semblait à M. de Falk que le clergé des Pays-Bas tenait trop intimement , du moins par ses souvenirs , aux anciennes libertés belges. On voulait anéantir ces vieilles libertés , en les confondant et les assimilant dans une nouvelle liberté néerlandaise , du caractère le plus vague , le plus indéfini. Telle fut la raison qui le détermina : c'est ainsi qu'il se trouva poussé à écouter les Joséphistes , les Jansénistes , les Bonapartistes , et à laisser de côté les avis que lui donnaient les partisans de l'indépendance religieuse. Plus il estimait la cause soutenue par ces derniers, plus il la redoutait. Du reste on a réalisé d'une manière très-mesquine les idées de M. de Falk ; les disciples de la routine administrative s'en sont emparés pour les gâter, et jamais il n'eût consenti à les voir ainsi travesties. Tout fut consommé quand la

Belgique eut pour ministre des cultes un Joséphiste déclaré, M. Goubau de Vergeyk. On ne pouvait s'exprimer plus positivement qu'au moyen de cette nomination, et cette laconique éloquence faisait bientôt comprendre le but vers lequel se dirigeaient les efforts de la politique hollandaise.

CHAPITRE IV.

De ma mission dans le département de l'Escaut, pendant les cent jours, comme directeur de haute police.

Me voici parvenu à une époque de ma vie que je ne regretterai jamais, parce que j'ai pu alors rendre quelques services à l'auguste dynastie des Bourbons. Au moment où le Roi venait d'arriver à Gand, j'y fus envoyé en qualité de directeur de haute police pour le département de l'Escaut. Comme ma vie n'avait été jusqu'à cette époque qu'une longue lutte contre la police de Bonaparte, comme j'avais été persécuté par cette même police, tous mes anciens amis d'Allemagne poussèrent un cri unanime contre la nouvelle position que j'adoptais. Elle fut présentée sous un faux point de vue. Des libellistes trouvèrent piquant et original de me présenter comme doublement traître, comme ayant en même temps quitté ma foi et mes principes. « J'étais un ancien partisan de la liberté, devenu *servile* » *et absolutiste*. J'étais un protestant converti, récem- » ment vendu aux Jésuites de France. J'avais servi M. de » Metternich dans les Pays-Bas ; j'étais devenu le com- » missaire de police des Jésuites. »

Je me trouvais à Bruxelles quand la marche de Napoléon sur Paris, jetant le gouvernement hollandais dans la perplexité, le contraignit à cacher pour un

moment ses desseins ultérieurs sur la Belgique : il ne les proclama que plus tard, en promulguant la constitution. Je me présentai alors à S. A. R. le prince héréditaire des Pays-Bas, et je lui demandai du service. On était encore indécis sur l'emploi qu'il fallait me confier, quand les événemens de la France se développèrent avec la rapidité de l'éclair. Aussitôt, pour garantir la Belgique, on fabriqua un projet de police civile, politique et militaire ; et je fus envoyé à Gand. Le Roi venait de s'y fixer, comme je l'ai dit plus haut. Je rentrais ainsi dans cette même Flandre Orientale que l'année précédente j'avais été chargé d'organiser. Tous les hauts fonctionnaires nommés d'après ma recommandation se trouvaient à leur poste. Ils avaient deux raisons pour ne pas m'aimer: la première, c'est qu'ils me devaient leur pouvoir; la seconde, c'est que je venais enlever à leurs faibles mains une partie de ce même pouvoir qui leur avait été confié. Je venais troubler la tranquillité de leur paresse ; je gênais leurs habitudes commodes. En un mot, pour me servir de leur expression favorite, je régnais à Gand.

A peine le bruit de mon arrivée prochaine fut-elle parvenue de Bruxelles à Gand, on accourut près de S. M. Louis XVIII, que l'on eut soin de prévenir qu'il devait se tenir sur ses gardes, qu'on allait lui dépêcher un homme dangereux, jacobin exalté, ancien membre des sociétés secrètes allemandes. Quant aux Bonapartistes, j'étais également l'objet de leur haine, mais pour des motifs tout différens. Ce qu'ils

me reprochaient, c'était de leur avoir fait subir le joug de ces mêmes hommes, qui, devenus mes ennemis, venaient de me dénoncer auprès de Louis XVIII. J'étais un aristocrate pendable. « Si le maître revient »jamais, nous te punirons ! s'écriaient-ils ; nous sau»rons nous venger de ta morgue germanique et sus»pendre ton squelette en expiation de ta tyrannie. » Ainsi j'avais à gauche une bonne grosse haine, à droite une envie mesquine à combattre, et je m'en inquiétais fort peu.

Revenu bientôt de la frayeur qu'on avait voulu lui inspirer, le Roi ne tarda pas à me connaître. Il me pénétra sans peine, et ne vit plus en moi qu'un homme énergiquement dévoué à l'accomplissement de ses devoirs, et qui, sans disputer à ses adversaires leur place d'honneur dans les antichambres, restait ferme et inébranlable à son poste.

Les affaires et la situation de la France m'étaient étrangères. Depuis ce temps, une longue et profonde observation me les a fait connaître. Ce que je savais c'était l'histoire générale de la Révolution, à laquelle se joignaient des notions sur l'Emigration. Quant aux individus, je n'avais aucune notion sur eux. A peine avais-je entendu dire vaguement que la politique française, adverse à Napoléon, se divisait en deux partis : l'un ayant pour chef M. de Talleyrand, à la tête de la haute administration impériale, infidèle à l'empereur, qui ne lui pardonnait pas sa défection de 1814 ; parti que M. de Jaucourt représentait à Gand pendant l'absence de M. de Talleyrand, alors au congrès de Vienne:

l'autre, divisé, tout occupé à médire de ses propres membres, à tirer sur ses propres troupes, et dirigé par M. de Blacas, qui passait pour le confident de Sa Majesté. Comme M. de Blacas se trouvait plus en évidence, qu'il approchait plus de Sa Majesté que M. de Jaucourt, dont la diplomatie était paralysée; comme c'était au moyen de M. de Blacas seulement, que je pouvais arriver jusqu'au Roi, il était naturel que je m'adressasse à ce dernier, et non à son antagoniste.

D'après mes instructions, il fallait que je subisse la responsabilité de tous les événemens que le séjour du Roi à Gand pouvait entraîner. Je devais veiller à la sûreté de la personne du Souverain et de sa famille; empêcher que les hommes inutiles n'encombrassent la ville; diriger sur Alost la jeunesse dévouée à la cause royale; expulser tous les étrangers suspects. Les mêmes instructions m'ordonnaient de bannir temporairement les indigènes de mauvaise réputation, ou fameux par l'exaltation de leur Bonapartisme. A Gand, comme partout ailleurs, on avait vu se dissiper rapidement cette indignation contre les excès de l'Empire, indignation qui avait éclaté après sa chute. Les anciens impôts avaient été rétablis après la Restauration; on avait maintenu soigneusement toutes les formes administratives; des réquisitions continuelles avaient épuisé le pays où de grandes armées avaient séjourné, où les levées militaires se succédaient sans fin et sans trêve. Un lourd fardeau pesait sur le peuple; et, excepté ceux que des principes arrêtés de patriotisme

et de religion animaient, tout le monde espérait et attendait un changement qui pût l'alléger. Ce n'est pas que Napoléon, regardé par la masse nationale des provinces flamandes surtout, comme un ennemi de la foi, de la liberté antiques, ne leur fût en horreur. On voulait profiter de ces sentimens et les exalter. Mais ces tentatives étaient gauches, et les peuples étaient depuis long-temps au fait de la valeur réelle de certains mots.

Dans la sphère de mes attributions, je me trouvais investi d'une autorité presque sans bornes. Une entière responsabilité pesait sur moi. J'avais reçu l'ordre formel de ne me laisser arrêter et circonvenir par aucune sollicitation diplomatique, par aucune intrigue de cour. On connaissait la facilité avec laquelle les diplomates ont coutume d'appuyer et de servir leurs compatriotes, et l'on craignait qu'ils n'abusassent de leur pouvoir, sans considérer que dans le moment où nous nous trouvions, dans la crise terrible de cette guerre à mort, tous les liens de l'ordre social ordinaire se trouvaient rompus, et que si la prudence était nécessaire, une fermeté inébranlable ne l'était pas moins. Aussi mon poste à Gand, pendant les cent jours, était-il, sous bien des rapports, un enfer véritable. On me criait de Bruxelles : « Soyez sourd à toutes les prières, » à toutes les suppliques diplomatiques : résistez aux » agens même du Roi. Sachez vous mettre au-dessus » de leurs haines et de leurs oppositions. On vous a » confié un poste difficile, parce que l'on se reposait » sur la force de votre caractère. Justifiez cette con-

» fiance. Si l'on se plaint de votre rigueur, nous l'exi-
» geons, nous la prendrons sur nous. » Langage que l'on m'a tenu dans plus d'une circonstance.

A Gand j'entendais d'autres discours : « Défiez-vous,
» me disait-on, des amis de M. de Talleyrand. Quoique
» proscrits dans leurs chefs, ils ont conservé des amis
» en France. Si la guerre se prolonge et que l'on par-
» vienne à persuader aux souverains alliés que l'éloi-
» gnement de la dynastie légitime est la condition in-
» dispensable de la chute de Napoléon, ce seront ces
» hommes qui s'empareront du gouvernement. » Tous les jours mes oreilles étaient abasourdies de ces pronostics et de ces leçons.

Les avis qui me venaient d'autre part étaient moins furieux, plus sardoniques et plus fins. On me disait que M. de Blacas et ses amis compromettaient, non par leur trahison, mais par leur incapacité, le sort de la dynastie; que leur gaucherie irritait au lieu de calmer les passions; que pour bien agir, je devais faire exactement le contraire de ce qui m'était conseillé par eux; qu'il me fallait chasser bien vite de Gand tous les vieux émigrés, et les contraindre à endosser l'uniforme à Alost; qu'enfin l'on me donnerait une liste exacte de tous ceux auxquels je pourrais sans danger accorder un permis de séjour.

Extrêmement indifférens à toutes ces intrigues, et ne faisant attention qu'à la marche des armées, les diplomates cherchaient à être agréables à tout le monde. L'horizon venait-il à se rembrunir ; je devais, disaient-ils, user d'une extrême sévérité. Mais remar-

quaient-ils quelque langueur dans les préparatifs de la guerre, je pouvais tout laisser faire, tout laisser aller; seulement telle ou telle puissance réclamait de moi l'expulsion de tel ou tel homme qui lui avait déplu. En général les diplomates trouvaient un objet d'étude, dans cette confusion de personnages de toutes les couleurs et de tous les rangs, de toutes les intrigues et de toutes les castes, qui s'étouffaient à Gand. Ils variaient fort dans leurs opinions sur cette population mélangée; et si aujourd'hui la ville était trop déserte à leur gré, le lendemain elle leur semblait trop remplie.

Toutefois, je dois l'avouer, les plus grands de tous ces embarras me venaient de continuelles dénonciations que les royalistes faisaient tomber sur leurs propres rangs. Chacun des personnages influens de la cour avait sa police spéciale. Ils se détestaient mutuellement; leurs agens se croisaient, se heurtaient, et plus d'une fois le repos et la sûreté publiques, gravement compromis par ces ridicules conflits, m'obligèrent de faire maison nette. M. de Blacas, dont les opinions réelles me sont d'ailleurs inconnues, comme elles le sont au public, M. de Blacas, avec les idées duquel je ne sais s'il me serait possible de sympathiser, se distinguait surtout par son calme et son aplomb. Il était moins violent, moins emporté que tous les autres. Cependant sa faveur l'environnait d'ennemis. On l'accusait d'un grand nombre de fautes : ce n'était pas à moi de le juger; mais la moins tracassière de toutes les polices était la sienne. C'était celle qui me dénon-

çait le moins de conspirations contre la vie du Roi. Toutes les autres me révélaient au moins une douzaine de complots par jour.

Parmi tous les royalistes que j'ai eu l'occasion de voir à Gand et que j'ai pu étudier de près, nul n'avait une ame plus pure et plus haute, nul ne se distinguait par une bienveillance plus noble que le dernier des La Rochejacquelein, mort dans les champs de la Vendée. Il avait peu de lumières, et souvent il lui arrivait de se tromper sur les personnes; mais son ame agrandissait ses vues. Seul, il fut actif pour la cause royale, parmi cette foule de hâbleurs, qui se contentaient de couver les plans les plus extravagans et de tirer vanité d'un dévouement stérile, au lieu de suivre les avis de tous les diplomates, qui leur criaient de rentrer en France sur différens points, et d'aller y agir efficacement dans une sphère spéciale, comme les Princes l'ont souvent désiré.

Je dois encore citer au nombre des royalistes qui ont couru de véritables dangers, M. le comte de Salperwick, qui s'est distingué dans une utile mission. Je pourrais encore en nommer d'autres, dont le mérite fut plus ou moins éclatant, et dont les noms ne tombent pas sous ma plume.

A la cour de Gand et dans les cercles de la diplomatie, la grande affaire, c'était l'intrigue liée avec Fouché, duc d'Otrante, ministre de Napoléon et affidé secret de la politique de M. de Talleyrand. Sur ce terrain, M. de Blacas était complètement battu : aussi ne voulait-il pas qu'on lui parlât d'aucune espèce de

négociation avec Fouché : mais la diplomatie se montrait plus prudente que lui. M. de Jaucourt se servit habilement de cette disposition ; il fit des ouvertures qui réussirent, et vers la fin , il parvint à balancer l'ascendant du confident des pensées royales. Ce fut un moment décisif pour M. de Blacas. Fouché disait hautement qu'avec ce ministre, une réaction française en faveur des Bourbons devenait impossible. Le secret espoir des amis de M. de Talleyrand consistait à conduire Napoléon d'embarras en embarras ; l'instrument principal sur lequel ils comptaient, c'était Fouché avec ses combinaisons. On voulait s'arranger de manière à ce que l'ex-Empereur consumât son temps en préparatifs de guerre, l'énerver par un système de représentation nationale , animer les députés contre lui , l'animer contre les députés, souffler partout la discorde, ameuter surtout le parti de M. de Lafayette; exciter enfin une inquiétude générale, qui devait aboutir à une catastrophe, et agir à l'intérieur , pendant que les Alliés se dirigeaient vers les frontières. Après la chute de Napoléon , les Bourbons seraient rentrés , entourés de la combinaison ministérielle de MM. le prince de Talleyrand et le duc d'Otrante ; l'émigration se trouvait ainsi éliminée du pouvoir.

Napoléon avait perdu bien du temps ; mais il n'était pas l'homme aux longs tâtonnemens. Il échappa au réseau de Fouché, pour aller succomber à Waterloo. Les Alliés ne se laissèrent plus devancer par M. de Talleyrand. On sacrifia M. de Blacas ; mais l'émigration ne fut point neutralisée.

Je ne pouvais, sans entrer dans ces détails, faire connaître ma position réelle. Ce terrain mobile était nouveau pour moi. Au milieu de tant de préventions contraires qui venaient m'assaillir, j'avais besoin, pour leur résister, d'appeler à mon secours tout ce que je pouvais avoir de fermeté et d'adresse. J'étais seul; peu de troupes, peu de gendarmerie; nous étions absolument abandonnés; et certes (comme le général hollandais qui commandait à Gand s'en plaignait souvent) cet abandon eût entraîné de plus graves inconvéniens, si les troupes alliées eussent été battues à Waterloo. Quant à la nouvelle armée belge, ses cadres se remplissaient avec une excessive difficulté.

En dépit de ces obstacles, tant que le Roi a séjourné à Gand, le repos y a été maintenu. Quoique l'on excitât secrètement la populace, et que Gand, ville immense et déserte avec ses nombreux canaux, offrît une multitude de points favorables à la sédition, elle n'a pas été le théâtre d'une seule émeute. Le Bonapartisme s'y remuait cependant avec violence; et sans la victoire de Waterloo, je n'eusse répondu de rien. En cas de revers, je craignais un *sauve qui peut* général. J'avais dû prendre d'avance mes mesures pour en paralyser les effets, et je m'étais arrangé de manière à ce que le service du Roi n'en souffrît point.

CHAPITRE V.

Des plaintes que M. Le Bret, baron d'Imbert, M. le marquis de Maubreuil et M. de Fauche-Borel ont dirigées contre moi.

Trois hommes ont élevé la voix contre la manière dont j'ai rempli mes fonctions à Gand. M. le marquis de Maubreuil, M. Le Bret d'Imbert et M. de Fauche-Borel. Ces Messieurs ne s'accordent pas. Le premier fait de moi un agent de M. de Talleyrand; le second veut que j'aie été la créature de sir Charles Stuart, aujourd'hui lord Stuart de Rothesay; le troisième me traite de marionnette de M. de Blacas. Ce dernier prétend que j'ai été l'un des *commissaires de police* de la ville de Gand, que l'on m'adjoignit à M. de Blacas, que je m'accrochai à la fortune de ce dernier, et que, me traînant à la suite des bagages royaux, j'arrivai à à Paris, pour y cumuler pensions et sinécures.

Je suis fort au-dessus des injures que ces trois hommes m'ont adressées. Je n'ai aucun compte à leur rendre de ma gestion, et le public même n'a aucun droit de l'exiger. Armé de pouvoirs très-vastes, j'en ai usé avec discrétion, et seulement pour le bien du service du Roi. Si des erreurs ont été commises, elles portaient avec elles-mêmes leur excuse pleine et entière dans l'état de confusion et de trouble où le pays

se trouvait plongé. De tous côtés affluaient des nuées d'intrigans, avides, comme ils me le disaient, de sauver le Roi et la monarchie. Je leur disais que la seule manière efficace de servir la cause royale était d'agir en sa faveur dans le sein même de la France, mais que rester les bras croisés en pays étranger, ce n'était pas être utile au Roi ; que si leur ardeur était vraiment belliqueuse, ils avaient pour se satisfaire le camp d'Alost et même la Vendée, pour laquelle M. de La Rochejacquelein leur faisait délivrer de bons passeports. A ces conseils ils répondaient en criant comme de beaux diables, que j'étais trompé, que j'étais dupe, que je me laissais circonvenir et attraper, tantôt par M. de Blacas, tantôt par M. le comte Anglès, tantôt par M. le duc de Feltre; enfin que MM. de Jaucourt, Beugnot, Guizot, faisaient de moi leur dupe; comme s'il y avait eu le moindre rapport entre ce que je leur disais et ma prétendue duperie.

Ce torrent d'extravagances qui m'inondait et m'accablait, me faisait perdre un temps considérable. Je restais seul chargé de ma vaste correspondance ; car mes bureaux n'étaient pas encore organisés. Alors je résolus de couper court à ces embarras, en fermant aux étrangers les portes de la ville. On donna des cartes de séjour à tous les serviteurs du Roi, à tous ceux qui avaient le droit de rester près de lui et qui étaient autorisés par ses ministres ; car ma conduite envers ces derniers a toujours été remplie d'égards et de serviabilité ; et je n'ai cessé de les consulter. Quant aux étrangers inutiles, ils furent obligés de s'éloigner.

Les uns rentrèrent en France, d'autres se répandirent sur différens points des Pays-Bas. On leur permit le séjour de la Hollande, en-deçà de Liége, Anvers et Bruxelles.

Il y avait peu de temps que je me trouvais à Gand, lorsque l'on y amena M. de Maubreuil, que des royalistes avaient arrêté pour leur propre compte. C'était un homme exaspéré, qui débitait, avec une effroyable volubilité, une foule de contes plus extraordinaires les uns que les autres. Il prétendait que M. de Talleyrand l'avait excité à l'assassinat de Napoléon, qu'on l'avait relâché peu de temps avant le départ du Roi, en lui assurant de considérables profits s'il voulait tenter une seconde fois cette entreprise. Il avait à la bouche le nom de tous les personnages du temps : empereurs, rois, princes et ministres. Vous eussiez dit qu'il avait été leur confident intime. C'était un étrange dévergondage. Je croyais apercevoir derrière ces folies un parti pris, un système fait, une ruse destinée à laver M. de Maubreuil de l'accusation dont il avait été l'objet, et à donner une couleur toute politique à l'ensemble de ses opérations.

Je ne rapporterai qu'une seule circonstance qui pourra faire apprécier le caractère de cet homme, dont la célébrité est si déplorable. M. le comte Anglès demanda à le voir; nous y allâmes ensemble. Nous le trouvâmes baigné dans son sang; il s'était ouvert les veines avec un fragment de verre; mais l'opération s'était faite avec assez d'adresse pour que sa vie ne courût aucun danger. La veille, M. de Maubreuil m'avait dit

que M. Anglès était un monstre : il avait ce monstre sous les yeux ; il lui parla sans indignation, sans colère, de la manière la plus naturelle et la plus calme. Il alla jusqu'à rayer M. Anglès de la longue liste de ses ennemis. Alors c'était un monstre de moins. Depuis cette époque, M. de Maubreuil a écrit ses Mémoires, où M. Anglès est redevenu monstre ainsi que moi. C'est dans ces mêmes Mémoires que se trouve un si ridicule et si long roman sur mes liaisons avec M. de Talleyrand ; et comme ce roman devait avoir une teinte lugubre et sombre, il m'accuse de lui avoir fait ouvrir les veines dans sa prison.

Entre cet homme et M. Le Bret, baron d'Imbert, il y avait de grandes différences. La position de ce dernier était plus isolée ; il n'aspirait pas à une sorte de monstrueuse célébrité ; un seul secrétaire l'accompagnait : on ne lui connaissait pas de Séïde. Il se présentait comme l'un des principaux agens des Bourbons, pendant l'émigration. Fort exaspéré contre le ministère britannique, il l'accusait de perfidie, et affirmait que pour échapper à une dette énorme contractée envers lui, on l'avait expulsé de la Grande-Bretagne en le calomniant et le représentant comme espion de Bonaparte. Le baron Le Bret d'Imbert avait été, disait-il, contre-amiral, et il avait livré Toulon au roi de France, en y faisant entrer les Anglais.

Quoi qu'il en soit, les circonstances les plus fâcheuses accompagnaient son arrivée ; mon devoir m'ordonnait de ne pas le laisser à Gand, où d'ailleurs il n'avait que faire. Il prétendait que sa vie courait des risques

en France. On le dirigea sur la Hollande. L'envie lui vint, il y a quelques années, de composer des Mémoires : là je suis représenté comme un homme soudoyé par l'or de la Grande-Bretagne. Ajoutez à cela les suppositions du parti libéral, qui veut que j'aie puisé sans réserve dans le Pactole du prince de Metternich; celles des protestans, selon lesquels les Jésuites m'ont enrichi; celles de la congrégation, qui est venu à son tour affirmer que les Illuminés font ma fortune: vous vous ferez une légère idée des immenses trésors que j'ai été à même d'amasser. Que dira lord Stuart de Rothesay de mon pacte avec ses coffres-forts; pacte d'autant plus étrange, que, selon M. de Fauche-Borel, ce seigneur a la plus mince idée de ma capacité.

Il faut bien que M. de Fauche-Borel me retienne un peu plus long-temps. On l'a taxé de trahison, je n'y crois pas. On l'a calomnié, mais on l'a calomnié de bonne foi. Le duc de Rovigo a joué à la police royale un tour dont elle a été dupe. Il me semble avoir entendu rapporter que le nom de M. de Fauche-Borel se trouva couché par un artifice coupable sur les registres de la police, et que ces registres étant tombés entre les mains du Roi, S. M. en parla à M. de Blacas : stratagème vraiment infame, destiné à perdre à jamais de réputation M. de Fauche-Borel. Je veux croire avec M. de Bergasse au profond dévouement de M. de Fauche pour la cause du Roi. Je fais des vœux pour qu'on lui accorde une indemnité, qui suffise à rembourser tous ses frais et à le consoler de toutes ses peines. Mais ce n'est point de cette question qu'il

s'agit. Il faut savoir si j'ai dû, si j'ai pu me conduire envers lui autrement que je ne l'ai fait.

Jamais son nom n'était parvenu jusqu'à moi. Il arrive à Gand, porteur d'une lettre de Sa Majesté le roi de Prusse. Il demande à être introduit auprès de Sa Majesté le roi de France qui refuse expressément de l'admettre, lui fait dire qu'il ait à déposer la lettre dont il est porteur, et y ajoute la défense expresse de paraître devant lui. Cependant, s'il faut en croire M. de Fauche (j'avoue que cette circonstance est tout-à-fait échappée de ma mémoire), M. de Jaucourt insiste pour qu'un permis de séjour lui soit accordé. De son côté, M. de Blacas m'apprend les motifs de l'indignation de Sa Majesté contre M. de Fauche. Je me trouve dans la nécessité d'informer ce dernier que les services qu'il vient offrir au Roi n'étant pas agréés et la lettre dont il est porteur ne l'investissant d'aucun pouvoir, ne le chargeant d'aucune mission, enfin ne l'accréditant d'aucune manière, il me semble convenable qu'il prenne le parti de se retirer. Il résiste. J'attends l'arrivée d'une réponse que j'avais demandée au ministre des Pays-Bas près la cour de France (ce ministre était alors à Bruxelles); et le contenu de cette lettre s'accordant parfaitement avec les renseignemens que j'avais pris, je suis forcé de lui réitérer l'injonction de se retirer. Il m'oppose une résistance opiniâtre, et donne un exemple d'insubordination dans un moment où le premier devoir de tout royaliste était de donner l'exemple contraire. Alors je ne balance plus, et voyant que son entêtement s'accroît de mon indulgence et

qu'il s'obstine à ne pas partir sans gendarmes, je lui donne enfin l'escorte qu'il réclame. Il arrive ainsi à Bruxelles. Ses Mémoires m'ont appris qu'il avait été incarcéré dans cette ville. Non-seulement je fus étranger à ce dernier fait; mais je l'ignorais entièrement avant la lecture de son ouvrage.

Certes, s'il était un homme qui dût me sembler suspect, c'était M. de Fauche. Le Roi, qu'il avait servi, était convaincu de sa trahison, et refusait de le recevoir. M. de Fauche prétendait que le Roi avait été trompé. Mais Gand n'était pas le lieu de la révision de ce procès. En temps de guerre et de crise, une stricte obéissance est le premier devoir. Quel chaos, quel désordre, si tous les hommes qui affluaient à Gand, pour sauver le Roi et la monarchie, eussent raisonné comme M. de Fauche ! — Mais, dit ce dernier, il était porteur d'une lettre de Sa Majesté le Roi de Prusse, et par conséquent il était accrédité. — Cette lettre, M. Fauche l'a imprimée. S. M. le Roi de Prusse assure le Roi de France de son inviolable attachement. Elle charge M. de Fauche de porter au Roi l'expression de cet attachement: elle suppose que personne ne peut être plus agréable au Roi que M. de Fauche.

Mais Sa Majesté prussienne ignorait les motifs du mécontentement que le roi nourrissait contre M. de Fauche; et puisque Louis XVIII refusait de l'admettre en sa présence, tout était consommé; sa mission était finie. Et quelle était cette mission qui n'accréditait M. de Fauche sous aucun rapport? Le Roi pensait que cet ancien agent de la cause royale, sachant que son

maître était courroucé contre lui, s'était présenté à Sa Majesté prussienne, afin d'obtenir un prétexte qui lui permît de s'offrir de nouveau devant Louis XVIII, prétexte d'autant plus facile à obtenir que le roi de Prusse ignorait et le mécontentement du roi de France et la position de M. de Fauche. Or, c'était précisément cet artifice et cette tentative qui déplaisait au Roi. Pouvais-je contraindre Louis XVIII à accepter les services d'un homme qu'il jugeait infidèle à sa cause?

Je sais tout le respect dû à l'autorité suprême, que Dieu même a en quelque sorte établie et sanctionnée. Mais je n'ignore pas non plus que la vérité dite aux princes avec le respect qu'ils méritent, est un service éminent à leur rendre. Un monarque d'Europe n'est pas un souverain d'Asie ; il n'exige point une soumission d'esclave. En Orient, malheur et anathème sur celui qui ne se prosterne pas devant le sceau royal. Obéir ou mourir ! Il n'est permis ni de raisonner ni de penser. Mes instructions plaçaient tous les événemens sous ma responsabilité la plus expresse. Elles ne me disaient pas de regarder comme un envoyé diplomatique M. de Fauche, qui n'était porteur d'aucun titre, et que nul membre du corps diplomatique n'a réclamé. M. de Brockhausen l'a fait sortir, il est vrai, des prisons de Bruxelles, où on l'avait enfermé, sans que je l'eusse ni commandé ni su. Mais M. de Brockhausen n'a point porté de plainte, il n'a pas réclamé contre cette prétendue violation du caractère diplomatique, dont en effet M. de Fauche n'était pas investi. Le gouvernement des Pays-Bas, qui n'avait aucun reproche à m'adresser

et qui ne m'en a fait aucun , a constamment repoussé les plaintes qui sont venues après coup.

Il est fort naturel que M. de Fauche ait vu avec peine le mécontentement du Roi et qu'il ait cherché à remonter aux sources de cette défaveur. Mais qu'il s'en prenne à moi, et à moi seul , d'un éloignement dont je n'étais ni la cause ni l'arbitre ; éloignement qu'il ne m'était même pas permis de juger, puisque j'étais appelé seulement à veiller sur la sûreté du Roi et non à m'immiscer dans ses secrets : cela était trop ridicule. M. de Fauche, s'il eût eu quelque bon sens , se fût aussitôt retiré à Bruxelles près de M. de Brockhausen ; là il eût fait traiter son affaire selon les formes diplomatiques. Les soupçons qui planaient sur M. de Fauche auraient eu le temps de s'éclaircir, pendant que M. de Goltz eût agi en sa faveur auprès de la cour de Gand, et M. de Brockhausen auprès de celle de Bruxelles. Mais il ne voulait pas suivre la marche que la simple raison lui commandait : il voulait, par force ou par ruse, contraindre le Roi de France à le recevoir, et s'obstinait à rester à Gand où il n'avait plus rien à faire. La violence et l'obstination avec lesquelles il refusa de partir, furent causes de toutes les mésaventures qu'il déplore.

Telle est la claire et précise explication de cette affaire; on voit combien il serait difficile d'y trouver d'autres mystères que ceux que je viens de développer. Quittons à présent M. de Fauche , agent diplomatique et porteur d'une lettre de Sa Majesté le roi de Prusse : adressons-nous à M. de Fauche l'écrivain, le biographe, l'auteur de Mémoires secrets sur sa vie et sur celle

d'autrui. Quant à cette belle carrière d'injures qu'il se plaît à parcourir, il n'a rien à craindre : je ne veux pas m'y lancer sur ses traces. Je me contente de soumettre à un examen exact et rapide, mais juste, cet homme qui hasarde sur les autres tant de jugemens sans appel.

J'admets le dévouement de M. de Fauche ; je veux qu'il soit dévoué aux Bourbons de cœur et d'ame. Mais quel triste agent le Roi avait-il là ? Quoi ! cette France, grandie au milieu des révolutions, cette France, devenue le tombeau des légions ennemies, M. de Fauche espérait la changer en corrompant deux hommes, Pichegru et Barras ! Croyait-il qu'un tour de main suffît pour escamoter un peuple ? Quelle extrême frivolité de jugement ! Qu'était-ce que Pichegru sans son armée ? qu'était-ce que Barras sans la France qui l'accompagnait ? L'un ne pouvait pas plus donner la France, que l'autre ne pouvait donner l'armée. Apparemment que pour complaire à M. de Fauche-Borel, Pichegru eût consenti à se laisser battre et Barras eût arrêté les mouvemens de l'administration en détournant les finances de l'Etat ! M. Fauche dans ses Mémoires, où il veut nous prouver ces belles choses, nous montre Pichegru et Barras absolument paralysés, inactifs, apathiques ; et s'ils participent à la conspiration qu'on leur prête, c'est par un rôle neutre, dont la passible nullité est vraiment admirable.

M. de Fauche est à ce sujet dans une erreur bizarre, que j'ai vu beaucoup d'émigrés partager. J'en ai connu qui me soutenaient bravement que toutes ces batailles gagnées par Bonaparte, il ne les a dues qu'à la com-

plaisance des monarques alliés, jaloux des Bourbons, et ligués pour se laisser battre : sans cela Bonaparte, en face des royalistes, fût tombé de lui-même. Et que l'on ne croie pas que ces assertions m'aient été faites en se jouant, et par des hommes obscurs : c'étaient des rêves d'hommes titrés et puissans, rêves sérieux et comiques s'il en fut jamais. Mais si M. de Fauche partage ce singulier aveuglement, d'autres mérites lui appartiennent en propre. Les moyens inventés par lui pour ramener les Bourbons sur leur trône, méritent qu'on les lui restitue comme sa propriété spéciale. Ces moyens étaient fort humbles, très-naïfs, très-populaires, point aristocratiques, comme on va le voir.

Il faut l'avoir lu pour le croire. Cette grande conversion de l'armée et de la nation, savez-vous comment M. de Fauche voulait l'opérer ? Bien payé par l'émigration, par l'Angleterre, par je ne sais quelles autres puissances, il parcourait la France sous le costume de marchand forain et de brocanteur : il portait avec lui de petits verres, des breloques, des colifichets, des montres d'or et de similor; que sais-je ? assez de brillantes bagatelles pour séduire le peuple français en détail. Malheureusement il ne lui était guère possible de prendre les républicains un à un. Quelles idées lumineuses et pratiques ! M. de Fauche est encore enchanté de ces exploits, qui devaient lui faire tant de partisans parmi les tambours-majors et les sapeurs. Toutes ces Amazones qui suivent les régimens eussent béni la présence de M. de Fauche s'il eût pu prolonger son petit commerce d'orfévrerie politique. Gagné par le cœur des

belles, le cœur des soldats eût volé vers leur roi légitime; et le moteur de ces grands mouvemens, porté en triomphe par les cantinières, M. de Fauche, eût joui de toute sa gloire.

Le résultat de tant de peines fut différent; les finesses de M. de Fauche étaient si transparentes qu'on les pénétra d'un seul coup-d'œil. Et ces sommes considérables, dépensées par le roi de France, par les princes de son auguste dynastie, par M. de Fauche lui-même, qui s'y est ruiné, n'ont abouti à rien qu'à une mystification complète et coûteuse.

Quelque chose de plus triste et de plus fâcheux a résulté de cette déception. Un cœur généreux a répondu à la naïve confiance de M. de Fauche. Pichegru, profondément dégoûté du régime révolutionnaire, s'est abandonné (malgré son peu de confiance dans cette entreprise) au penchant naturel qui l'entraînait vers ses princes légitimes : penchant précieux, instinct d'une ame noble, qu'il eût dû conserver pour un meilleur temps. Il succomba. Peut-être Pichegru, général des armées françaises, Pichegru, s'il eût mené la France à la victoire, maître de l'intérieur à force de gloire, eût pu conduire les affaires à ce point de maturité désirable et nécessaire pour relever enfin le trône royal : entreprise difficile, qui eût demandé de la lenteur, de la prudence, et dont le résultat eût été hasardeux. Car M. de Maistre l'a très-bien prouvé : la révolution française n'est pas le résultat d'une passagère intrigue; c'est le commencement d'une grande catastrophe pour le genre humain, catastrophe plus

puissante que tous les imprudens qui se précipitèrent sous les roues sanglantes de son char triomphal.

On a pu apprécier les idées politiques de M. de Fauche. A ses talens d'homme d'Etat se joint une qualité parfaitement conforme à leur rare portée. C'est un bavardage intarissable. Je suis fâché d'être obligé d'employer le terme technique, le seul qui convienne à la chose. Jaser, jaser, toujours jaser : tel est son style, telle est sa pensée. Vous diriez une invasion générale de toutes les commères du voisinage. Ce sont d'interminables caquets. A tel général illyrien il a prêté vingt louis ; on l'a remercié, mais on ne les lui a pas rendus. Quels détails intéressans pour l'histoire! Le livre est plein d'anecdotes de cette force. Sans la flasque et verbeuse mollesse du style, qui n'a rien que de fastidieux, on pourrait s'amuser un instant de ce mélange d'une colère pindarique et d'une bonhomie toute triviale. Avec un peu plus de gentillesse et de piquant, M. de Fauche eût été le Vert-Vert de la politique; mais du scandale fade, de la méchanceté sans trait; fi donc! La médisance a du moins besoin de cette légèreté vive qui fait quelquefois pardonner tant d'insignifiance.

M. de Fauche, qui m'a modérément traité d'imbécile, de méchant, de sot et de fou; M. de Fauche, qui me compare à Laubardemont, et qui ne fait grace ni à mon génie mystique et rêveur, ni à mes lectures mal digérées, me pardonnera la petite analyse que j'ai donnée plushaut de son esprit et de sa capacité. Cepen-

dant je ne lui conseille pas d'inventer des histoires pareilles à celle de l'arrestation de M. de Richelieu à Gand; ce serait pousser trop loin le ridicule des contes romanesques qu'il fabrique pour se faire de moi un adversaire; de moi, qui ne le reconnaîtrai jamais pour tel. Je l'invite aussi à ne pas s'appuyer désormais sur un faux témoignage, comme il l'a fait en s'étayant de l'autorité de lord Stuart de Rothesay; il courrait risque de recevoir un second démenti de la même nature que celui que je vais transcrire. Lord Stuart de Rothesay m'a fait l'honneur de m'adresser la lettre suivante datée du 22 juin :

« J'ai reçu, Monsieur le baron, la lettre que vous » avez bien voulu m'adresser, et j'ai vu avec surprise que » M. Fauche-Borel vient de m'attribuer un propos dont » vous avez lieu d'être mécontent.

» Je suis bien aise d'avoir une occasion de rendre » justice au zèle que vous avez manifesté pour des intérêts dont l'avancement était notre devoir commun » lors de mon séjour à Gand, et de vous assurer que » j'ignore absolument la source où M. Fauche-Borel a pu puiser des propos aussi peu analogues à » mes opinions.

» Agréez, Monsieur le baron, l'assurance de la haute » considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre » très-humble et très-obéissant serviteur,

» Stuart de Rothesay. »

Après avoir essayé de la malignité, M. de Fauche

recherche les honneurs de la méchanceté. Sa noirceur est fort innocente : elle consiste à m'attaquer, à ce qu'il croit, dans les intérêts de ma fortune, d'une manière bien vive et bien adroite. Commissaire de police à la solde de M. de Blacas, entré en France à la suite des fourgons et de la boulangerie de la maison royale, j'ai su, s'il faut l'en croire, me faire adjuger de bonnes pensions, et vivre en cumulant leurs bénéfices : petite dénonciation adressée à tous les libéraux, qui ignorent mon caractère, par M. de Fauche, qui réclame du trésor royal toute son existence.

On peut admirer à loisir la noble délicatesse d'un procédé qui va si bien à un homme habitué à la vie des cours, du moins à ce qu'il dit, et élevé parmi les grands seigneurs. Je m'engraisse donc de la substance même du peuple français : M. de Fauche le signe et le proteste ; scélérat mystique, j'ai su mettre mon mysticisme à profit. Tartuffe nouveau, Vampire du budget, me voici devant mes juges, traîné par M. de Fauche, avec mes clignotemens d'yeux et mes trésors mal acquis. Il est temps d'aller franchement au-devant de ces accusations, auxquelles certaine feuille périodique a déjà préludé par quelques allusions.

Certes, ma conscience ne serait pas tranquille, si j'avais rendu de ces services que l'on n'avoue pas, de ces services qui peuvent bien coïncider avec le dévouement, mais qui n'ont en eux-mêmes rien de noble ni d'élevé ; et si, pour prix de ces services, j'acceptais des faveurs publiques. Mais l'homme qui, dans une

grande crise, a pu loyalement et dignement servir la cause royale, peut, sans rougir, se voir l'objet de la munificence du souverain. Jamais je n'ai rien réclamé. Ayant exercé des fonctions dans le midi de la France, on m'a conservé une faible portion de mon traitement, en souvenir de mes services de Gand. Plus tard, je fus attaché aux affaires étrangères : ce ministère m'a commandé des travaux, et peut m'en commander encore. Je ne suis pas un membre parasite de la société. Mes études ont pour objet les intérêts les plus élevés de l'humanité : en entreprenant l'investigation des questions les plus difficiles, j'ai cherché à y porter la double puissance de l'enthousiasme et de la réflexion. Mes heures ont été absorbées par l'étude de l'histoire, dans ses bases les plus profondes, de la philosophie, dans ses ramifications les plus vastes. Si de telles recherches ne sont d'aucun fruit pour la multitude, elles sont riches de résultats pour quiconque approfondit l'histoire, la théologie, la jurisprudence. L'homme d'Etat et le philosophe peuvent également en tirer parti. Ce qui me reste de jours, je les consacre à ces études consciencieuses qui honorent un homme après sa mort, et qui, je le sais, ne font pas sa fortune, comme la feraient des romans biographiques, des Mémoires controuvés, et des pamphlets politiques. Si jamais, comme M. de Fauche le demande, je me voyais attaqué devant les deux chambres, à cause de mes prétendues sinécures et de leur cumul, je me défendrais devant ces mêmes chambres, non pas en mendiant

nécessiteux et timide, non pas en intrigant, réclamant le salaire de ses services honteux et secrets, non pas en parasite effronté, mais en homme qui a été utile à la cause du Roi dans les jours du danger; en homme qui se voue à de consciencieuses et fortes études ; en homme qui a tout fait pour bien mériter de la nation, d'abord en rendant des services publics dans d'importantes circonstances, ensuite en sacrifiant sa santé et ses veilles à des travaux scientifiques.

Je ne puis, il est vrai, faire parade d'une galerie de tabatières, envoyées par la munificence des souverains. Je ne puis me vanter que Louis XVIII, Charles X, l'empereur Alexandre, l'empereur Nicolas, Frédéric-Guillaume m'aient accordé de fréquentes audiences. La porte des ministres de toutes les puissances européennes n'a pas été assaillie par moi; je n'ai point prétendu m'immiscer dans les cercles de la diplomatie, et représenter dans le monde politique comme fraction d'ambassadeur, comme tiers, quart ou cinquième de chargé d'affaires. Mon ambition n'est pas celle de ces courtiers d'intrigues, qui, agrandissant, par leur vanité, l'importance minime de leur position, et ne sachant atteindre à rien de grand et de complet, vous parlent incessamment de Metternich, de Castlereagh, de Stuart, de Richelieu, de Talleyrand, comme de leurs intimes et de leurs familiers. Je crois me connaître mieux en fait de dignité humaine. Je sais que les grands se moquent de vous, si vous vous glissez obséquieusement dans leur familiarité, si vous avez

l'air de tirer de vos rapports avec eux, un orgueil puéril, et de vous grossir en leur présence. Je sais avec quel mépris ils se servent des gens qui, la main toujours étendue pour exécuter leurs ordres, le pied toujours agile pour s'élancer dans la directiou de leur bon plaisir, le dos toujours courbé, attentifs au coup d'archet du maître, sont là toujours prêts à continuer la walse dont il donne le signal, et fixe la mesure. Ces gens-là, ils les emploient; mais dès qu'ils connaissent leur véritable valeur, comme hommes, ils les dédaignent et les oublient.

Je ne doute pas, je le répète, de la vérité des sentimens royalistes, et du dévouement de M. de Fauche. Mais une simple lecture de ses Mémoires suffit pour expliquer la majeure partie de ses disgraces. Il est trop ou trop peu homme public : trop, s'il n'a prétendu que jouer le rôle d'agent subalterne; trop peu, si, pour récompense de son dévouement, il a cru qu'on le ferait entrer dans le grand mouvement des affaires publiques. Simple agent de quatrième ou cinquième ordre, il s'est trop mis de niveau avec les plus grands personnages. Homme politique, il ne s'est pas assez tenu à distance; il n'a pas su se montrer assez ferme et assez modéré à la fois. Il devait s'attendre à être le jouet de tous les caprices; tour à tour repoussé, attiré, caressé, rebuté, et c'est là, en effet, quelle a été sa destinée.

Il me tarde d'en finir avec M. de Fauche. Plonger dans cet abîme de misères, y pénétrer, y fouiller,

c'est un ennui prodigieux. Cependant M. de Fauche a été bien audacieux, sinon de m'accuser, au moins d'avoir fait peser sur moi, en face du public, le soupçon d'avoir falsifié une lettre (1). Si, par ses antécédens, par sa position, par sa valeur historique et politique, par ses talens et ses connaissances d'homme d'Etat et d'homme public, mon adversaire en valait la peine, je lui répondrais d'un autre ton. Dans la situation des choses, l'explication suivante doit suffire.

Dans l'affaire de M. de Fauche, ce n'est pas moi qui ai commis des indiscrétions, c'est M. de Fauche lui-même. Les noms propres abondent sous sa plume; il a une telle idée de son importance que cette idée le rend indiscret sur toute chose. Il n'a rien de plus empressé que de consigner soigneusement dans les *factum* échappés à sa plume tous les remerciemens, toutes les lettres que de hauts personnages lui ont adressés. Vous diriez ces braves gens qui, affichant au coin des rues les brevets qui leur ont été accordés, pour décorer une enseigne des armoiries royales et pour exercer une profession, accollent ainsi à leurs noms obscurs des noms de souverains et de princes. Il quête partout des suffrages. Il en demande à l'archiduc Charles, à tous les diplomates de toutes les cours. S. A. R. le Dauphin, Madame la Dauphine, Madame la duchesse de Berry,

(1) Il a porté contre M. le duc de Blacas une accusation toute semblable. J'ai pris, à ce sujet, des renseignemens positifs. Que M. de Fauche produise la lettre de S. M. le roi de France, textuellement, sans la tronquer. La chancellerie prussienne ne lui en refusera pas copie.

ont-ils daigné l'admettre en leur présence? Vite, il consigne les paroles bienveillantes qu'on a prononcées. Mais il n'est pas toujours aussi fier. Il se fait aussi donner de naïfs éloges par des personnages d'un rang moins élevé ; puis il a soin de les enregistrer au grand livre de la renommée. Le public est convoqué à son de trompe : il faut bien vendre sa marchandise « Or écoutez, dames et messieurs; voici le roman merveilleux, » panacée de scandale universel, et remède contre l'ennui. Il est ici question de mes hauts faits et de mes » exploits, que des ducs, princes, archiducs, duchesses, archiduchesses, altesses, altesses royales, princes, » rois et empereurs, ont approuvés et scellés de leur » grand sceau. Ici vous verrez relatés et inscrits en » gros caractères tous les sourires favorables de leurs » ambassadeurs et de leurs ministres. Oyez dire comment tel de ces messieurs me serra la main ; comme » quoi tel autre m'a nommé *son cher Fauche ;* comme » quoi un troisième m'a dit ces propres paroles : *vous* » *avez rendu de grands services*. Il n'y a pas jusqu'aux » humbles bourgeois qui ne m'aient applaudi. On m'écrit de Francfort-sur-le-Rhin que je suis un mortel » prodigieux, destiné à produire une sensation étonnante. Voyez, lisez, et surtout achetez. C'est de l'histoire ! »

Forcé de me défendre contre un homme qui m'appelle la marionnette de M. de Blacas, j'ai dû lui prouver que M. de Blacas n'avait en aucune manière provoqué son éloignement. Je tenais d'autres sources, comme je l'ai rapporté plus haut, les informations qui

m'ont dirigé. La lettre dont j'ai parlé existe entre mes mains ; je suis prêt à la déposer entre celles du loyal ministre des Pays-Bas près la cour de France. Comme je n'aime à satisfaire aucune curiosité maligne, je ne produis ici aucun nom propre. M. de Fauche prétend que le général prussien dont il est question a commis un crime de lèse-chancellerie, presque un crime de lèse-majesté. Le général a dit la vérité ; c'est que la lettre dont M. de Fauche était porteur ne lui conférait aucune mission, ne l'accréditait en rien, ne le chargeait d'aucune négociation quelconque.

CHAPITRE VI.

Causes de mon départ de la Belgique.

Ma mission dans le département de l'Escaut était terminée lorsque le Roi quitta la ville de Gand. J'y restai quelques jours de plus, pour arranger et classer mes papiers, puis je fus rappelé et envoyé dans le grand duché de Luxembourg, qui appartenait depuis peu aux Pays-Bas. J'étais chargé d'y prendre des renseignemens exacts sur la situation de la province. On voulait créer une administration nouvelle , et aplanir en même temps les difficultés qui résultaient des collisions existant entre les autorités militaires prussiennes occupant la forteresse de Luxembourg, et les autorités constituées qui toutes dataient de l'empire de Napoléon. Cette mission , qui fut accomplie à la satisfaction du gouvernement, fut la dernière que l'on me confia. Je quittai la Belgique , et voici pourquoi.

Je me trouvais encore à Gand lorsque, dans toutes les provinces du nouveau royaume des Pays-Bas, une constitution fut proposée à l'acceptation des notables. Les Belges ne voyaient pas dans cette constitution une assez forte garantie de leur indépendance religieuse, et de leurs anciens droits publics, droits vraiment libéraux. J'ai dit plus haut que le gouvernement m'avait

chargé de divers travaux sur les anciennes constitutions nationales et sur les principes qu'il me semblait utile de faire revivre tout en consultant les besoins de l'époque. M. de Falk voulait un ordre de la noblesse, une bourgeoisie, des provinces ; c'était la face extérieure des choses. Il semblait même penser à une représentation du clergé et des universités, représentation que l'on repoussa ensuite. Cependant il ne perdait pas de vue le grand objet de la politique hollandaise : la fusion ou plutôt la confusion de la Belgique et de la Hollande, qui grevait la première de ces deux contrées d'une partie des dettes de la seconde : l'assujettissement du clergé belge, que l'on craignait de voir favoriser une puissance catholique, et se détacher de la puissance protestante appelée à gouverner. Quant à l'Angleterre, elle ne voyait dans la Belgique qu'une ligne de forteresses, vraie place d'armes qui lui servait de garantie dans l'avenir, contre l'ambition française.

Cette constitution nouvelle, soumise à l'acceptation des notables, portait deux caractères remarquables et qui me frappèrent. La forme de la présentation était fautive : comment en effet et à quel signe reconnaître ces notables, qui ne sont pas constitués préalablement ? Ensuite cette constitution conservait, avec quelque nuances et sans aucune différence fondamentale, la vaste machine de l'administration française, qu'on avait déguisée sous des titres nouveaux et des désignations nouvelles.

Il me semblait, quant à la forme, que l'on ne pouvait légalement s'en tenir qu'à l'un de ces deux partis : en revenir à l'ancien ordre des choses, antérieur à la révolution, et convoquer les notables dans ce sens, sauf à leur faire adopter une nouvelle constitution : ou reconnaître la légalité de l'ordre de choses existant et suivre, dans la convocation des notables, le système des lois françaises. Alors les notables étaient tout trouvés dans les conseils généraux et les corps municipaux. Mais on repoussait l'une et l'autre de ces méthodes. On voulait un monstre à deux têtes ; l'évocation d'un fantôme de souveraineté du peuple, fantôme vague et indéfini : puis le ministérialisme agissant sur toutes ces individualités éparpillées, que le sceptre souverain écraserait si aisément. Cette ombre de liberté factice, servant à voiler une autorité ministérielle, ne s'accordait ni avec mes sentimens ni avec mes principes. Je m'expliquai hautement à ce sujet. Je publiai même une brochure qui causa quelque sensation.

Ainsi mes idées se trouvaient en opposition directe avec les intérêts hollandais ; et cette franchise politique avec laquelle je soutenais les principes fondamentaux du droit public, ne devait guère captiver la bienveillance d'un gouvernement qui se dirigeait dans des voies arrêtées d'avance. La constitution fut rejetée; mais il trouva moyen de la faire accepter, en déclarant qu'il confondait les votes de la Hollande et du grand-duché de Luxembourg, avec ceux de la Belgique : déclaration toute nouvelle ; car précédemment il n'avait été

question de rien de tel. Comme les intérêts du Luxembourg et de la Hollande sont absolument distincts des intérêts belges ; comme le roi des Pays-Bas les possédait à différens titres ; comme d'ailleurs la constitution leur avait été soumise isolément, il était naturel de ne pas confondre les votes. Mais M. de Falk, Hollandais avant tout, insistait fortement sur cette fusion, dont le résultat était si favorable à la Hollande. Le Luxembourg, province éloignée, où l'on chercherait en vain le moindre esprit public, n'avait d'autre vœu que celui de l'administration qui le régissait. Il s'est réveillé depuis cette époque; mais alors, placé entre une domination hollandaise et une domination prussienne, il préférait au gouvernement militaire de la Prusse le gouvernement civil des Pays-Bas.

Bientôt à cette dissidence d'opinions se joignit un autre sujet de mécontentement. Le gouvernement des Pays-Bas voyait avec déplaisir des évêques, d'origine française, occuper des sièges en Belgique. On assura une pension à M. de Pradt, et il donna sa démission. En vain criait-on au ministère hollandais que cet archevêque de Malines n'était pas confirmé par le Saint-Père, ne possédait pas réellement un siège que la puissance temporelle ne pouvait seule lui conférer. La pension de M. de Pradt avait un double but : d'abord, prouver que le gouvernement institue les évêques, que l'on peut se passer du pape ; faire prévaloir ainsi sur les convictions catholiques de la Belgique, des doctrines joséphistes et jansénistes, teintes d'une légère

nuance gallicane : ensuite offrir aux évêques démissionnaires l'appât d'une récompense. Mais l'exemple de M. de Pradt ne trouva pas d'imitateurs, et l'on vit le prince de Broglie résister à toutes les sollicitations.

Alors les hommes que ces mesures du gouvernement contrariaient, lui opposèrent cette déclaration de la mutuelle indépendance des deux puissances, religieuse et temporelle, dont j'avais été rédacteur. Comme elle était signée par les commissaires des hautes puissances, c'était une garantie formelle et irréfragable. Le ministère hollandais en conçut une irritation extrême. Il s'informa de tout ce qui se rapportait à l'acte qui le courrouçait. Il ne tarda pas à savoir que j'avais pris part à sa confection. Dans une audience que j'obtins de Sa Majesté le roi des Pays-Bas, ce que je dis à ce sujet eut le malheur de le mécontenter. Cependant je fus envoyé dans le Luxembourg.

Pendant les derniers jours de ma résidence à Gand, une vive querelle eut lieu entre l'autorité militaire hollandaise et l'évêque de Gand. Je dois dire, pour rendre un complet hommage à la vérité, que, guidé par les avis d'un ecclésiastique exalté qui s'éloignait trop de la mesure et des convenances nécessaires, le prince de Broglie, au lieu d'éviter d'irriter les esprits, donnait quelquefois et involontairement lieu à cette irritation dangereuse. Sur des points secondaires, quelque chose de plus conciliant eût été plus utile. Peut-être aussi que, comme Français, il a manifesté trop ouvertement en pays étranger et récemment organisé, sous un

gouvernement de fraîche date, son amour pour la France. Je ne pense pas cependant qu'il se soit immiscé le moins du monde dans la grande affaire de l'acceptation ou du rejet de la constitution belge.

De son côté l'autorité militaire toute protestante, habituée d'ailleurs à l'obéissance passive, n'était pas d'humeur à ménager Monseigneur l'évêque, et les scènes fâcheuses se succédaient. Comme la manière dont on agissait était un peu trop militaire, je m'y opposai, d'accord avec les autorités civiles. M. de Broglie m'en sut quelque gré, et m'adressa à ce sujet une lettre écrite avec quelque effusion, et que je conserve. Cependant je ne dissimulais pas ses torts, lesquels au fond se réduisaient à fort peu de chose. Intervenir dans cette application du régime militaire aux affaires spirituelles, paraissait, de ma part, une action d'une grande audace. S'il y avait là matière à jugement, il fallait que les tribunaux s'en emparassent; s'il n'y avait point matière à jugement, la seule prudence de l'administration régulière devait en connaître. Pour moi, je me trouvai presque accusé de rébellion contre la force exécutive. A Bruxelles, on me témoigna un léger mécontentement. Mais comme après tout j'étais dans mon droit, on ne put trop me rien dire.

Tels sont en masse, les griefs qui ont indisposé contre moi les hommes d'Etat hollandais. Joignez à cela que pour combattre l'opposition belge et vaincre leur génie récalcitrant, on remit en faveur toutes les créatures du despotisme de Napoléon. Mon rôle était

évidemment fini dans les Pays-Bas. Je sais bien qu'en sollicitant les faveurs ministérielles, j'eusse pu obtenir des emplois ; mais dès-lors mon existence se trouvait bornée à une complète insignifiance. M'ensevelir vivant dans un régime administratif, pour lequel je n'avais aucune sympathie, c'était là une vie misérable pour laquelle je ne me sentais aucune espèce de vocation.

CHAPITRE VII.

De mon premier séjour en France.

J'ARRIVAI en France en 1817. Le Roi, en partant de Gand, avait daigné m'engager à y venir. M. le comte de Serres avec la famille duquel j'avais l'honneur d'être lié, et qui m'honorait de son amitié bienveillante, parla de moi aux ministres de Sa Majesté qui venait de changer son cabinet. Le Roi me reçut avec bonté, avec faveur : lui-même me recommanda personnellement à M. le duc de Cazes. Je vis ce ministre : nos idées étaient à des milliers de lieues de distance. M. de Cazes, se trompant complètement sur mon caractère et ma personne, me confondit avec les administrateurs, et ne parut pas espérer ni attendre beaucoup de moi ; ma manière de voir en religion et en politique lui était absolument étrangère. Je n'appris que par le *Moniteur* ma nomination au poste de commissaire-général de police dans le département des Bouches-du-Rhône. Le ministre imaginait que, puisque j'avais rempli temporairement un poste de haute-police au quartier-général du Roi, je me proposais de parcourir, dans toute son étendue, une carrière administrative à laquelle j'étais on ne peut plus étranger.

Mon premier mouvement fut de refuser. Mais j'avais

sollicité les bontés du Roi, ce généreux prince m'avait recommandé à son ministre, et avait réitéré sa recommandation, comme M. de Cazes me l'apprit de sa part. Il m'était impossible que je lui manquasse par un refus.

Je suis resté un an à Marseille; alors je demandai ma démission, et pour écarter toute idée d'offense ou d'inconvenance, M. de Serres se chargea de me la faire obtenir. Je fus rappelé. La police en elle-même et dans ses attributions spéciales m'est en horreur. A Gand, dans un état de crise, dans un poste de guerre, j'exerçais des fonctions politiques. Il y avait danger et honneur. A Marseille, c'étaient des balivernes. On m'écrivait de Paris, que je devais observer les royalistes exaltés qui contrariaient le gouvernement royal. A Marseille on m'inspirait de la défiance contre les employés du ministère que l'on me dénonçait comme des Bonapartistes déguisés. Il n'y avait qu'une chose réellement curieuse à étudier, c'étaient les mouvemens de l'Italie et de l'Espagne. J'avais des relations avec le Piémont et la Catalogne. Toutes les nouvelles qui m'arrivaient de ces contrées, m'annonçaient une grande fermentation politique. J'instruisis de tout cela le gouvernement, et je lui donnai les renseignemens les plus détaillés et les plus complets. Mais il était absorbé dans les misères de l'intérieur; dans ces vaines et sottes querelles de l'ultracisme soutenu par la cour et repoussé par les puissances alliées; dans les mouvemens de bonapartisme qui agitaient encore le Dauphiné; dans les efforts de ministérialisme, qui essayait de s'affermir et de s'étendre; enfin

dans les faibles tentatives du libéralisme, qui tout étourdi de ses récens échecs, n'avait pas encore repris courage.

Si je recueille les souvenirs que cette époque m'a laissés, je dirai que j'y trouvais avant tout l'absence d'un gouvernement quelconque. Dans les salons de l'aristocratie on criait à ne pas s'entendre, on croyait marcher à la contre-révolution, enseignes déployées, on radotait la guerre civile. A en croire certains royalistes, M. de Cazes eût été l'obstacle unique. D'un autre côté le symptôme le plus funeste de l'état du pays, c'était le ministérialisme de cette époque. Le ministère ne cessait de répéter qu'il fallait nationaliser le Roi et royaliser la nation. On espérait fabriquer de l'esprit public au moyen de circulaires et d'instructions ministérielles. C'était un arrière-goût des bureaux de l'ancienne censure.

Alors M. Fiévée était à son zénith. On s'arrachait ses brochures : toutes les vapeurs aristocratiques de la chambre *introuvable* ne s'étaient pas encore dissipées dans les airs. Vite que l'on nous crée des influences de noblesse provinciale, comme dans la Grande Bretagne : vite, une chambre noble, rattachée à la Pairie, et lui communiquant sa valeur. C'est ainsi qu'après l'anéantissement de l'administration napoléonnienne, on comprenait la représentation nationale. M. de Cazes raisonnait autrement. Il voulait une chambre de fonctionnaires, aristocratie d'employés, soumis à l'influence ministérielle, et choisis parmi les enfans de la nouvelle

France, duement instruits et purgés de tous désirs, vœux et intentions révolutionnaires. Lorsque par la réaction des affaires le parti libéral commença à se recruter, il eut aussi son système exclusif ; il voulut que la noblesse et les fonctionnaires s'effaçassent de la représentation nationale. Il ne lui fallait que des banquiers, médecins, avocats et gens de lettres. L'esprit public n'appartenait évidemment qu'à la bourgeoisie. Tel est le triple cercle de réactions malheureuses et fatales, cercle vicieux dans lequel on roule depuis quinze ans.

Je n'avais, je l'avoue avec franchise, aucune espèce de foi dans ce que je voyais et entendais. Les passions avaient de la violence sans grandeur. L'artillerie des dénonciations se croisait dans tous les sens. On voulait étayer la religion sur des bayonnettes, et le trône par la censure. Tout ce parlage de libertés aristocratiques ne tendait qu'à un but, le renversement de M. de Cazes. Ce renversement une fois obtenu, on s'empressa de détruire ce que l'on avait fait. Le parti royaliste, en dépit de ses protestations, n'avait aucune foi dans son avenir, et il l'a bien prouvé. Sans cette défiance de ses forces, se serait-il réfugié derrière le gouvernement pour y chercher l'énergie qui lui manquait?

Ce qui a donné tour à tour la victoire à tous les partis, ce n'est pas leur force, c'est le grand nombre de fautes commises par leurs adversaires. A peine chaque parti a-t-il occupé le pouvoir, il a fait tant de faux pas que sa ruine était assurée dès le premier moment de son élévation. Les partis ont deux tâches

à remplir : pacifier leurs adversaires et se fortifier eux-mêmes. Cela n'est pas facile, et tous nos gens d'Etat y ont échoué. Tous les ministères, excepté celui de M. de Villèle, se sont trouvés comme l'administration actuelle, en dehors des partis. Ils ont espéré se créer une nation ministérielle. C'est méconnaître la nature de l'homme, surtout dans les temps d'orages. S'élever au-dessus des préjugés et des haines, c'est très-bien ; mais pour cela, il ne faut pas descendre au niveau de toutes les médiocrités.

J'étais profondément affligé de tout ce que je voyais : mon dégoût pour les fonctions que j'avais acceptées allait toujours croissant, et j'obtins ma démission, comme je l'ai dit plus haut. Aussitôt, par ordonnance royale du 8 juin 1818, je fus nommé commissaire-inspecteur général, près le ministre de la police générale. Ce que cette fonction était précisément, quelles étaient ses attributions, à quoi elle m'obligeait ; je ne saurais le dire, et je ne l'ai jamais compris : car à l'exception d'un travail politique, que l'on me demanda sur la situation générale des affaires européennes, je ne fus absolument chargé d'aucune besogne jusqu'au moment où ce ministère fut définitivement supprimé. Alors je rentrai dans la vie privée et je m'y renfermai.

CHAPITRE VIII.

De mes études et de leur objet.

Je n'avais jamais entièrement abandonné mes travaux ; je m'y livrai de nouveau tout entier avec bonheur, avec enthousiasme. La sphère de liberté dans laquelle je me retrouvais, dans laquelle je respirais enfin, me semblait délicieuse. La nature renaissante, quand le poids de l'hiver glacé cesse d'enchaîner son énergie, ne se déploie pas avec une plus voluptueuse indépendance. Jusqu'à cette heure, ma vie n'avait été qu'une suite de tourmentes. J'étais revenu, j'étais rassasié des illusions de la politique. La cause pour laquelle j'avais combattu était abandonnée. Pour deviner une cause nouvelle, que l'avenir couve encore, il m'a fallu des années de repos et de longues méditations.

Si l'entraînement de l'action politique m'avait détourné un moment des études profondes, le goût m'en était resté. J'y revins avec une nouvelle ferveur. Il fallait une base à ma spéculation ; je la cherchai dans une philosophie de l'histoire. Ma première jeunesse ébaucha cet ouvrage, que je continue dans l'âge mûr, et que j'achèverai plus tard. Les matériaux de ce grand travail se trouvent, ou par masses, ou par fragmens, dans le *Catholique*. Là je dépose mes pen-

sées et mes résultats, comme dans un magasin, comme dans un arsenal. Je les en tirerai plus tard, et, les disposant sur un autre champ de bataille, je ne désespère pas de les rendre utiles et actives.

Pendant l'espace de trois ans, je me suis renfermé dans la bibliothèque de M. Langlès, si riche en monumens de la littérature orientale. Je me suis plu à pénétrer dans les mystérieuses obscurités de l'Inde antique, me frayant une route à travers ces origines si curieuses et si difficiles à éclaircir, comme on se fraie un passage, la hache à la main, dans les forêts vierges de l'Amérique. Les autres parties du monde ont été aussi les objets de mes investigations; car, selon moi, il n'est point de peuple qui doive passer inaperçu dans l'histoire. Sauvage, barbare ou civilisée, toute nation a droit à ce que son idiome, ses mœurs, ses lois, ses croyances soient soumis à un examen approfondi. Comment se divisent et se ramifient les familles des peuples? Quelles furent leurs relations mutuelles? C'est là une question immense, un terrain vierge, que je me suis plu à parcourir et à mesurer dans tous les sens.

Il est impossible qu'un seul homme parvienne à la solution complète de toutes les questions que je me suis proposées. C'est une œuvre gigantesque; c'est la tâche des siècles. Mais il faut le dire, c'est aussi la nécessité des temps; car en France, et dans beaucoup d'autres pays, en Allemagne surtout, les intelligences les plus hautes, ont fait les mêmes efforts que moi. Tirer de ses décombres la révélation primitive; dé-

chiffrer le langage mythologique de l'antiquité la plus reculée; s'appuyer à la fois, dans sa marche, sur la critique la plus rigide et la plus minutieuse, sur l'impartialité la plus entière, et sur cette rare bonne foi, qui ne se refuse à aucune lumière; puis embrasser, d'un vaste coup d'œil, les siècles historiques; comprendre le christianisme dans son type et dans ses développemens; expliquer, en quelque sorte, le sphynx gigantesque de la nature et de l'humanité : tel est ce plan, effrayant pour les vulgaires ames, et qui, semblable à ces pics échelonnés qui couronnent l'Imaüs indien ou les Andes du Pérou, tente les grands courages.

Très-jeune encore, j'avais eu l'occasion de voir et de connaître, dans les universités d'Allemagne, des savans distingués: plusieurs d'entre eux m'honorèrent de leur bienveillance et de leur amitié. Parmi ceux de mes professeurs qui me traitèrent avec faveur, je citerai spécialement deux hommes diversement et également remarquables, M. Creuzer, grand philologue, et M. Wilken, non moins grand orientaliste. A Rome et à Vienne, je trouvais chez M. de Humboldt, frère de l'illustre voyageur de ce nom, l'élite des savans, des littérateurs et des artistes. Citer M. de Humboldt, c'est s'engager à ne rien ajouter à ce nom justement célèbre: je ne connais personne que l'on puisse placer au-dessus de lui pour l'instruction riche et variée, pour l'érudition profonde. A Vienne, surtout, M. de Schlegel (Frédéric) m'attira, et son amitié m'honorait. Il aimait mon enthousiasme, et jusqu'aux der-

niers momens de sa vie il prit un vif intérêt à mes travaux.

J'étais resté pendant plusieurs années étranger à ce monde de haute science et d'érudition profonde. Absorbé dans mes propres recherches, je ne voulus pas me jeter à la tête des Académiciens, et j'espérai qu'en ne me pressant pas de ravir leur estime, je ne laisserais pas que de pouvoir l'atteindre un jour. En France, j'ai peu fréquenté les gens de lettres et les savans; souvent je les ai admirés; j'ai profité de leurs travaux: quand j'ai dû parler d'eux, mes paroles ont exprimé une juste et sincère reconnaissance.

Quand il m'arrivait, dans la première moitié de ma vie, de me rapprocher de quelque homme célèbre par la colossale élévation de son savoir, je me sentais ému d'un respect profond, mêlé d'une confiance sans bornes en ses qualités morales. Je ne pensais pas, ou ne voulais pas penser, que le talent pût méconnaître sa dignité dans de malheureuses coteries. J'ignorais les divisions du monde littéraire. En effet, je pensais, et je pense encore, que les écrivains ne se divisent qu'en deux classes: ceux dont le mérite est réel, mérite qu'il faut reconnaître sous toutes les formes; ceux dont le mérite est usurpé, et ceux-là, il faut les démasquer sous toutes les formes. Quant au vulgaire des littérateurs, à cette tourbe menue de gens qui se disent écrivains, je n'ai jamais pu me familiariser avec elle. Vermine parasite, populace nuisible et haineuse, je l'ai toujours négligée en Allemagne et en France; jamais

je n'ai attendu aucune bienveillance de cette populace, et elle m'a honoré de toute sa haine.

J'ai été l'objet de fréquentes attaques. Ultramontain et catholique, je rendais justice à l'ordre des Jésuites, dont je détestais les intrigues, dont je reconnaissais les fautes, mais dont je ne pouvais méconnaître la grandeur et les talens. Donc j'étais de toute nécessité un suppôt de congrégation, d'inquisition, de police religieuse. Constant ennemi des censeurs et de la censure, je me plaisais en même temps à écraser de mon mépris les faiseurs de libelles; et ceux-ci se vengeaient en m'appelant fauteur de l'obscurantisme, en me désignant comme un homme qui désirait et invoquait l'abrutissement des hommes. L'anarchie me semblait un signe certain de faiblesse publique et je la détestais, tout en adorant la liberté, dans laquelle je voyais la force. On me coiffa de l'éteignoir. Je fus un absolutiste et un servile. En vain par l'indépendance de mes actions, de mes écrits, de mes paroles, protestais-je sans cesse contre ces calomnies : je n'en demeurais pas moins un ventru, un sinécuriste, un ministériel. Comme ces criailleries fatigantes contre tous ceux dont on voulait usurper les portefeuilles et les places me semblaient une tactique basse et insupportable, on ne cessait de me représenter comme le soutien du ministère.

Les attaques des pamphlétaires ne se sont pas bornées là. Comme j'avais complètement disparu de la scène publique, pour me renfermer dans le cercle de

mes études ; et comme il m'arrivait de reparaître de temps à autre avec mes opinions, dans quelque journal littéraire ou politique d'Allemagne ou de France, alors on frémissait de colère de ne pouvoir me rejeter dans les rangs de la gent servile, tartuffe, espionne, obscurantiste : alors il fallait bien voir en moi l'homme libre et indépendant. Mais comme on détestait ma foi catholique et la direction de mes pensées, on accumula contre moi toutes les personnalités mensongères que l'on put inventer : c'est dans cette fange que toutes les médiocrités littéraires ont été puiser pour m'arracher quelques murmures d'impatience. Je les ai laissées faire et dire.

Mes chagrins véritables me venaient d'ailleurs. Je me mettais, pour ainsi dire, aux genoux des hommes religieux et monarchiques, les suppliant sans cesse de ne pas faire de sottises. Ultramontain, je leur prêchais la tolérance ; partisan modéré des Jésuites, je tonnais contre le mélange monstrueux de la politique et de la religion, je couvrais de mépris l'invention d'une police religieuse. A cet égard, une longue expérience des affaires européennes, m'a suffisamment instruit : vains efforts. La passion l'emportait sur mes conseils. Comme j'avais foi à la puissance de la vérité, je n'étais qu'un rêveur. J'étais le sectateur des sociétés secrètes de l'Allemagne, de l'Italie, un sectaire, un Illuminé, que dis-je? peut-être un Jacobin, parce que je repoussais la censure. J'avais le malheur de lire trop clairement dans l'avenir, et l'on se méfiait de moi.

L'entreprise du *Drapeau Blanc* ayant échoué par des causes que je dirai plus bas : je voulus enfin me dessiner d'une manière franche, isolée, complète. Je commençai à publier le *Catholique*. Il me tardait de me débarrasser de ce fardeau de calomnies, dont la sottise aveugle, alliée de la méchanceté, avait voulu me charger. On faisait de moi un agent du prince de Metternich; probablement parce que, depuis de longues années, je suis resté dans une profonde retraite, combattant sans relâche pour l'alliance intime de la royauté, de la religion et de la liberté, dans un esprit d'avenir absolument contraire au génie et aux combinaisons du *statu quo*.

CHAPITRE IX.

De ma rentrée dans les affaires.

Je sens que ce titre a quelque chose de pompeux ; je n'ai pas pris la route frayée, pour arriver aux places et aux succès. M. de Serres, malgré toute sa bienveillance, n'eût pu me placer d'une manière convenable. Mon temps était passé d'un côté ; mon temps n'était pas venu de l'autre. Comme la cause historique à laquelle j'étais attaché avait succombé, il n'y avait plus d'espoir pour moi sous ce rapport. D'autre part, la haute cause philosophique à laquelle je me suis consacré depuis cette époque, reposait encore au sein de l'avenir : mes idées étaient autres que celles des vieillards, que celles des hommes mûrs. La jeunesse seule eût pu se laisser enflammer par elles : mais la jeunesse livrée à elle-même. Trop soumise encore aux manipulations des sophistes, elle était alors le jouet des factions, elle ne s'était pas devinée.

Aujourd'hui quelque chose qui ressemble à l'équité, commence à poindre. Quelques vues grandes et généreuses se font jour. Quoique je sois fort opposé à l'école doctrinaire qui était venue trop tôt sous M. de Cazes, et qui sous son ministère s'était compromise par des mesures administratives, je me plais cependant à reconnaître hautement qu'elle modifie la révolution sous

des rapports essentiels, que même elle tend à la dissoudre dans l'avenir. Lié d'affection avec M. de la Mennais, mais ne pouvant consentir à me jeter entièrement dans son moule, à adopter la forme exacte d'une pensée dont, sous le point de vue religieux, j'adopte le fond, sauf quelques nuances dans l'application: je suis toutefois forcé de dire qu'il agit comme un dissolvant énergique et utile sur le vieux parti de la contre-révolution, sur le parti ancien religieux et monarchique. Les idées sont tellement avancées, que si (comme cela ne peut manquer d'arriver en temps et lieu) on les laisse gagner les masses, définitivement une question majeure se trouvera engagée. Il s'agira de savoir comment s'opérera le développement des lumières, de la civilisation, de l'humanité, soit au moyen du catholicisme, ou au moyen de ce système philosophique et individuel qui varie d'homme à homme.

Bientôt on verra cesser et tomber de lui-même tout ce rabâchage, qui prétend prouver l'impossibilité de concilier le catholicisme avec la liberté, et la nécessité de le soumettre à l'autorité civile, pour conserver l'indépendance de cette dernière. On en viendra peu à peu à ne vouloir ni souveraineté populaire, ni souveraineté ministérielle, ni souveraineté absolue du trône, mais liberté entière pour toutes les individualités auxquelles il sera permis de se grouper, de s'associer comme bon leur semblera, de se constituer en corporations, en communautés, tant religieuses que civiles, sous la garantie de l'Etat, sans monopole, sans privilège. Quand on verra les catholiques sages, conservant et affermis-

sant, sur de solides bases, leur amour pour la monarchie, embrasser les principes d'une juste liberté, renoncer à un régime de faveurs de cour ou de ministère, s'unir librement à un gouvernement fort et intelligent, devenir ainsi les soutiens du peuple et de la royauté : quand les libéraux vraiment tolérans, sacrifiant leurs penchans démagogiques, reconnaîtront avec franchise les droits de leurs adversaires, et soutiendront sans violence et sans mensonge leurs doctrines philosophiques, le temps nouveau aura été préparé, et je pourrai tirer quelque orgueil d'y avoir contribué pour ma faible part.

C'est un commencement, je le sais. Il n'y a encore que des symptômes énergiques, chez M. Guizot, d'une part, chez M. de la Mennais de l'autre. Mais, n'en déplaise aux partisans fidèles de la dernière raison des peuples et des rois, aux amis de la routine des cabinets, une seule idée jetée dans les esprits vaut cent diplomates et dix armées. Une idée est immortelle; elle grandit dans l'ombre comme en plein jour. Couvée par des intelligences fortes, elle va plus loin que mille théories, mille opinions éphémères, filles d'intérêts contraires et de passions tumultueuses. Jusqu'à ce moment nos ministres n'ont pas eu foi à la puissance des idées. Gouverner par l'ascendant de la pensée leur semble chose inouïe. Ils ont oublié ces grands rois, ces grands magistrats, ces grands ministres, je peux même dire ces grands capitaines, qui, dans les siècles passés, ont frayé la route aux générations futures, et préparé l'avenir.

Les idées étaient absolument étrangères au gouvernement de M. de Villèle. Elles ne le remuaient pas le moins du monde. Homme d'une haute capacité administrative, il ignorait absolument qu'il y eût des idées dans le monde; mais lui, il ne connaissait que des affaires à diriger, des intérêts à fixer et à consolider, des passions qu'il fallait d'abord essayer d'amortir, sauf à capituler avec elles si l'on n'y réussissait pas. C'était un esprit absorbé dans le présent, et dans le présent de la minute; quant à l'avenir, il n'en avait pas l'ombre. Sous son ministère, il s'est opéré une effrayante décomposition du parti ultrà. L'ordre naturel des choses exigeait ce résultat. Si, par le désordre des temps, nous voyions quelque jour un ministère sortir du côté gauche de la chambre, la décomposition du parti libéral aurait lieu avec une rapidité plus effrayante encore. C'est qu'à gauche comme à droite, dans les chambres comme dans la nation, les partis extrêmes ont parcouru tout le cercle de leur existence, ou qu'ils touchent à leur décrépitude.

Je puis le dire sans outrer la vérité : tout ce qui est arrivé, je l'ai littéralement prédit; et j'en appelle ici aux souvenirs du noble baron de Damas. Il y a, disais-je alors, au sein de cette administration deux esprits mal accouplés ensemble : d'une part, le ministère qui veut gouverner avec la masse du côté droit, et gouverner modérément, mais ministériellement; d'autre part, un gouvernement subalterne, qui n'est pas un gouvernement à proprement parler, mais dont le ministère est contraint à subir les hommes et les in-

fluences. Ce dernier parti veut unir le Villèlisme administratif à la propagation de l'ancienne foi catholique et monarchique, propagée par la censure, la police et une hiérarchie d'employés civils et militaires, de tout rang et de toute espèce. Les hommes qui se livrent à ces espérances, avec une bonne-foi aveugle à laquelle je rends hommage, sont tout-à-fait dupes de leur dévotion individuelle et de leur dévouement au monarque, sentimens nobles et purs, mais qui chez eux sont peu éclairés. Sans posséder la puissante énergie d'un fanatisme sauvage, ils ont la haine de la civilisation et des lumières qu'ils confondent malheureusement avec la révolution. M. de Villèle s'impatientera contre eux, mais inutilement. Malgré lui-même, ils traîneront son gouvernement de catastrophe en catastrophe. Alors ce sera un *haro* général des ambitions royalistes désappointées et des haines révolutionnaires et libérales en mouvement.

Pour avoir deviné si juste, je ne prétends point aux honneurs de la prophétie. Il n'y avait qu'à ouvrir les yeux et à voir. En étudiant le passé de certains hommes, on devinait leur conduite future ; toute mon espérance était dans l'avénement d'une génération nouvelle. M. le baron de Damas, dont j'avais eu l'honneur de faire la connaissance à Marseille, avait pour moi de l'estime et quelque amitié. Il eût voulu agir en ma faveur. D'abord il m'attacha au ministère de la guerre, puis à celui des affaires étrangères. La marche du gouvernement était contraire aux vœux qu'il voulait bien

former pour moi, et un parti qui courait à sa destruction obstruait les avenues du pouvoir.

Il est deux circonstances qui méritent d'être citées : l'une se rapporte à moi personnellement, l'autre au développement de ma pensée. Un jeune homme, allié à ma famille, sorti tout frais des universités d'Allemagne, était venu à Paris à dix-sept ans. Vain, étourdi, inconsidéré, il ne semblait pas dénué de sentimens généreux. Une folle vanité le perdit.

Il avait pris part à je ne sais quelles folies allemandes, et s'était lié avec des jeunes gens qui se donnaient entre eux le sublime titre d'*Unbedingte*, titre ridicule en allemand, et intraduisible en français. Les *Unbedingte*, ce sont les *inébranlables*, les *imployables*, les dévoués sans condition, les Séïdes aveugles de leur conviction et de leur doctrine. Tel était au moins le sens bizarre que donnaient à ce grand mot l'adolescent dont je parle et son collègue Follenius.

Ils vinrent tous les deux me trouver, et me développèrent ces belles idées. Pour eux, l'action la plus niaisement atroce dont les fastes historiques aient daigné faire mention, était un acte sublime : l'assassinat de Kotzebue. Imaginez un jeune homme de Paris, de Saint-Denis ou d'Orléans, allant avec grande solennité plonger le poignard dans le sein d'un romancier trivial, d'un vaudevilliste joyeux, d'un chansonnier gastronome, afin, dirait-il, de sauver ou la France monarchique ou la France républicaine. Or Kotzebue était à la fois le Désaugiers, le Pigault-Lebrun, l'Ar-

naud Baculard de l'Allemagne. Pour croire à toute cette niaiserie, il faut l'avoir vue; il faut, comme moi, en avoir été le témoin; il faut avoir entendu son langage.

Le malheureux parent que j'ai cité a fait plusieurs voyages en France. Il se vantait au premier venu d'être l'un des chefs de la maçonnerie allemande; un grand-prêtre des carbonari; un Mufti des *Unbedingte*, et je ne sais combien d'autres folies également absurdes. Ces folies lui ont valu les cachots de Turin, où il vécut ou plutôt mourut lentement, jusqu'à ce que la commission de Mayence vînt le réclamer.

Ici son histoire change et devient scabreuse.

Transféré à Milan, il se prétend tout à coup converti, métamorphosé. Son jacobinisme exalté fait place à l'absolutisme le plus pur. Jamais conversion ne fut plus étrangement complète, plus rapide ni plus surprenante. Il fait des révélations, et s'enfuit d'une manière si bizarre que l'on a pu supposer que les gardiens l'avaient laissé fuir. Cependant on l'arrête une première fois en Bavière, une seconde fois en Prusse; renvoyé en Danemarck, sa patrie, il y expie par un nouveau séjour dans une forteresse ses anciennes folies. On le relâche; il s'avise de prendre en main la cause du duc de Brunswick, encore mineur, écrit des pamphlets contre le comte de Munster, chargé du gouvernement du duché de Brunswick pendant la minorité du prince, et ministre dirigeant les affaires du royaume d'Hanovre. Frappé de nouveau, il ressemble à ces mouches

imprudentes qui voltigent sans cesse autour de la lumière qui doit brûler leurs ailes.

Ce qui m'a étonné, ce ne sont pas les folies contradictoires de ce jeune homme ; c'est l'accueil qu'on lui a fait dans les cours, c'est la facilité avec laquelle des diplomates habiles ont prêté l'oreille à son babil, c'est la bienveillante indulgence qui a toujours encouragé sa nullité. Le caractère de cet adolescent était, si l'on peut le dire, percé à jour. Jamais on ne vit surface plus plane et plus facile à deviner. Jamais on ne vit un manque plus complet de l'énergie de la pensée. C'est là cependant l'homme qui a occupé sérieusement la police prussienne et attendri sur son sort M. de Kampz. J'ai vu les interrogatoires de W. D.; je les ai rendus accompagnés de notes à l'usage du gouvernement français C'était du romanesque puéril, gravement débité, gravement écouté, doctoralement enregistré.

On a voulu que des combinaisons profondes se cachassent derrière ces interrogatoires. On a prétendu y découvrir les secrètes intentions du prince de Metternich et son désir d'effrayer les cours d'Allemagne, de les arrêter dans la carrière des constitutions, et d'occuper l'empereur Alexandre par une vaine fantasmagorie : c'était donner beaucoup trop d'importance aux rêves d'un enfant. Quoi qu'il en soit, ces soupçons sur les rapports secrets de M. de Metternich avec W. D. ne sont venus qu'après coup. On le tenait pour véridique, tant que les portes des prisons restèrent closes sur

lui. Je me suis laissé dire que, par ses touchantes confessions, il avait attendri le chef de la police prussienne, et qu'en imitant de son mieux les aventures fabuleuses du baron de Trenck, il avait fait couler les larmes de ce rigide gardien de la tranquillité publique. Malheureusement pour le révélateur et pour celui qui recevait de si bonne foi ses révélations, M. Cousin fit en Allemagne un petit voyage. Il n'y était pas attendu.

W. D. avait parlé de M. Cousin dans ses interrogatoires. Requis de dire à quoi il avait employé son temps pendant son séjour en France, il avait fabriqué une belle et bonne conspiration dans laquelle il se donnait, ainsi qu'à son ami Follenius, les deux rôles principaux. Dans cette conspiration se confondaient les noms les plus hétérogènes, réunis à tout hasard; et si l'on savait quels hommes on avait transformés en Carbonari, régénérateurs de la liberté européenne, on serait bien étonné. Parmi eux, notre nouveau Trenck avait assigné à M. Cousin une place importante: il était devenu l'un des conjurés les plus formidables. A cette époque même un officier de la garnison d'Erfurt (un insensé, à ce que l'on m'a dit) forma le projet de s'emparer à lui seul de la forteresse, pour en faire le siège de je ne sais quel collège des *Unbedingte*, la résidence d'un nouveau *Vieux de la Montagne*. On l'arrêta avant qu'il n'eût pu, dit-on, se donner un seul complice. Cependant M. Cousin s'était approché des murs d'Erfurt! Quelle idée lumineuse! Certes le chef des Carbonari de France accourait pour donner l'assaut à la forteresse; et le chef des *Unbedingte* allait, du haut des

murailles, lui tendre la main et seconder ses efforts.

En cette circonstance la police française a été accusée de peu de sagacité, et le *Livre Noir* a prouvé toute la pénétration de nos inquisiteurs d'Etat. Si je n'eusse accompagné de notes vigoureuses les interrogatoires de mon triste parent, M.... donnait dans le panneau tête baissée. Il ne me fut pas facile de persuader à certains esprits que M. Cousin ne menaçait pas le moins du monde la tranquillité européenne. C'était moi qui, avant son départ, l'avais présenté à M. le baron de Damas. Il était parti, pour ainsi dire, sous la garantie de ma loyauté et de ma bonne foi. Qu'on juge de l'effet que son arrestation dut produire sur moi.

Parler à M. de Damas avec force, avec conviction ; l'engager aux démarches les plus vigoureuses et les plus promptes, ce fut pour moi l'affaire d'un moment. Je courus chez M..... Je m'adressai à sa conscience que je secouai, pour ainsi dire, violemment. Au fond, c'était un très-honnête homme. Il est sorti de l'administration, pauvre comme il y est entré. Mais il avait des idées fixes et n'était au fait ni des hommes ni des choses. Je me hâtai d'écrire au ministère prussien, et, tout en désavouant le jeune homme et ses interrogatoires mensongers, je le ménageai. Je prouvai que c'était tout simplement une tête romanesque, ivre et folle de vanité. Le pauvre diable venait d'avoir une grande frayeur.

Au moment même où M. Cousin lui servait à bâtir ses conspirations chimériques, ce savant qu'il croyait à mille lieues de là, lui fut confronté : il balbutia, se

troubla, et fut obligé de rétracter toutes les fables tristement amusantes, écloses de son cerveau. Quant à M. Cousin, il vit bien de quoi il était question : cette physionomie enfantine, et ces contes dans le genre *des Mystères d'Udolphe*, lui révélèrent toute la portée, toutes les espérances du personnage qui voulait se faire de ses révélations terribles un instrument de liberté. Il eut la générosité de ne pas lui arracher complètement son masque, et le laissa en arrière, chargé d'une bonne pacotille de ridicule, dont de grands personnages, avides à s'en partager l'usufruit, semblent lui avoir envié la propriété exclusive.

Je ne me serais pas arrêté si long-temps sur une aussi déplorable misère, si l'existence d'un homme distingué ne s'y fût pas trouvée gravement compromise. Dans cette circonstance, comme dans toutes celles qui ont frappé mon observation, M. le baron de Damas a déployé sa droiture accoutumée, cette franchise et cette force de détermination, cette noblesse d'ame qui le signalent. Je vais maintenant m'occuper de l'essai que je tentai, en me chargeant du *Drapeau blanc;* je dirai à quoi je tendais, et quelle fut la nature de cette tentative.

Depuis long-temps j'avais acquis la conviction que la violence des journaux est en proportion de leur degré de compression. Comme cette compression elle-même ne pouvait avoir qu'un temps, et cessait de droit au commencement des sessions, l'action concentrée des chambres et des journaux battait à la fois en brèche le ministère. Même en supprimant toute

liberté de la presse, on n'eût rien gagné; les rangs subalternes du pouvoir étaient occupés par des hommes qui avaient follement résolu de reconquérir la France au royalisme par le clergé, d'appuyer ce clergé par la censure, d'organiser en toute hâte les comités religieux, jusqu'au sein des moindres villages, et d'exalter en même temps la ferveur royaliste. Ce plan, étranger au Gouvernement, n'était peut-être pas même entrevu par M. de Villèle, parce qu'il dédaignait profondément tout ce qui tenait au développement d'une idée, à la marche d'une opinion, à la mise en action d'un système quelconque. La vigilance du Villèlisme forçait ce que l'on a nommé la *Congrégation* à mettre beaucoup d'eau dans son vin. Il attiédissait perpétuellement la doctrine en question. La congrégation n'aimait pas M. de Villèle; mais elle eût voulu l'exploiter, et elle sentait que si son ministère croulait elle croulait avec lui. Aussi se fit-elle ministérielle, sans obséquiosité, sans conviction. A chaque concession que le ministère était obligé d'accorder en réalité ou en apparence aux idées du temps, les fauteurs des menées dévotes sentaient le sang se glacer dans leurs veines.

Quiconque a vu et observé la France de l'époque où nous sommes, sait où auraient abouti toutes ces menées. Si pendant un certain nombre d'années, M. de Villèle avait pu faire régner ses idées de prudence et d'amortissement universel; si pendant un espace de temps égal, la congrégation eût pu faire planer sur les affaires ce zèle ardent, mitigé par la

crainte de se voir désavouée du gouvernement : l'esprit révolutionnaire grandissait dans l'ombre, et, se développant avec une force secrète et concentrée, il n'eût pas manqué d'amener quelque bouleversement nouveau. La France du dix-neuvième siècle eût été témoin d'une explosion terrible, causée par cette tentative mesquine et sourde, par cette oppression sans énergie qui, incapable de marcher ouvertement à la conquête des hommes et des doctrines, voulait escamoter son triomphe. Les fous étaient les seuls à ne pas voir cela. Le Gouvernement témoigna plusieurs fois son inquiétude.

En général, le christianisme, religion de liberté, est contraire aux voies compulsives. La liberté eût conservé à la religion tout le terrain que les inquisitions lui ont fait perdre. Dans une époque frondeuse et incrédule comme la nôtre, la compression était à la fois odieuse et risible. Risible par la petitesse des moyens appliqués à de grands résultats; odieuse par l'emploi de ces moyens mêmes, quelque faibles qu'ils pussent être. Car la chose qui semble futile à telle époque peut être grave dans telle autre; et par de fausses mesures, le plus doux de tous les gouvernemens peut devenir insupportable.

Intimement convaincu de l'inutilité de tout cet attirail de censure et de police politique, qui faisait tant de bruit et n'arrivait à rien, j'étais cependant dénué de préjugés dans la question. Car je ne suis pas un fanatique de la liberté de la presse, et je la considère

seulement comme une des nécessités de l'époque, comme moyen de ramener le catholicisme à sa propre puissance. Abandonné à lui-même, il se trouvera forcé de chercher un appui dans toutes les sciences, dans toutes les lumières, pour s'entourer d'une force nouvelle, arracher au philosophisme révolutionnaire la civilisation moderne et s'en emparer. Je soumis au bon esprit de M. de Damas le plan d'un journal entièrement rédigé dans ces principes, à la fois indépendant et catholique, royaliste et non ministériel, nullement frondeur, mais allant au-devant de toutes les questions de personnes et de choses. C'était une polémique vive et soutenue dont je voulais me charger, sans partialité, sans parti pris, sans engagement envers ou contre qui que ce soit, distribuant selon ma conscience les éloges et le blâme, sans considérations de respect humain et sans arrière-pensée. M. le baron de Damas obtint du ministère de la maison du roi la cession du *Drapeau Blanc*, dont la direction me fut confiée.

Cette entreprise a échoué; la raison en est fort simple: je n'étais pas maître du terrain. Au sein du nouveau *Drapeau Blanc*, le vieux *Drapeau Blanc* s'était perpétué. M'arrivait-il de commencer sur un point quelconque un examen hardi et sévère; la chancellerie se plaignait, le ministère de l'Intérieur se plaignait, la police générale se plaignait. Comme on avait pris des engagemens avec le rédacteur d'une feuille du soir, on lui donna la primeur des nouvelles étrangères, et je fus privé de cette ressource dont *l'Étoile* s'enrichit. Il était évident que cette entreprise avait

eu le tort d'arriver trop tôt, et que ni le temps ni les hommes n'étaient mûrs pour elle.

Ennemi déclaré du clergé, M. de Montlosier, qui ne cachait sa haine sous aucun voile, exagérait à plaisir les méfaits de la congrégation, concentrait sur un seul point toutes les plaintes de la France parlementaire, gallicane, janséniste, protestante, libérale. Son livre était dangereux sans doute, mais à ce danger se joignait une éminente utilité. C'était un miroir grossissant, dans lequel les fautes de ses adversaires, sans changer de nature, se trouvaient répétées avec exagération. Selon moi, et tout en reconnaissant le talent et les anciens services, ainsi que les rares connaissances de l'auteur; il y avait dans sa manière de voir une singulière petitesse. Il marchait à grands pas, quoiqu'à son insu, vers le protestantisme et demandait contre le clergé, au nom de l'Etat, une odieuse oppression. Son livre dont il m'avait offert le manuscrit allait paraître, la bombe était prête à éclater. Je proposai à M. de Damas de le faire insérer, par fragmens, dans le *Drapeau Blanc*, et d'y mettre à nu la situation véritable des choses, afin de prévenir les réactions futures. J'avais deux intentions : celle d'avertir de ses fautes le parti religieux, de lui donner une forte leçon, et d'empêcher le parti philosophique et révolutionnaire de triompher de ces fautes, pour prendre tous les devans; celle de repousser vigoureusement au nom de la liberté et de la tolérance les remèdes oppresseurs inventés par le *Constitutionnel*, le *Courrier Français* et M. de Montlosier. Je voulais détacher la

religion de la police, l'arracher aux faveurs de la cour, je voulais la ramener à son énergie propre, à sa liberté native. Je voulais que le clergé fût tout de charité pour les personnes; que la hiérarchie entière, depuis les premiers jusqu'aux derniers rangs, s'abstînt de politique, et, se renfermant dans la sphère de sa noble mission, accueillît, selon l'esprit de l'Evangile, ses adversaires eux-mêmes. Je voulais que la foi éclairée, et consultant son époque, parvînt à reconquérir la science. Projet trop hardi, trop généreux peut-être et qu'on ne me donna pas le temps d'achever. J'avais voulu élever un paratonnerre; la foudre en tombant eût été s'éteindre dans le mur extérieur de l'édifice. On aima mieux voir tomber la bombe; elle éclata, et porta le ravage au sein de la place même.

Je dois le dire avant d'achever ces pages: j'ai toujours trouvé M. de Damas prêt à ce qu'il y avait de plus raisonnable, de plus noble, de plus généreux. Mais ses forces étaient paralysées. Je ne lui en ai pas moins voué une reconnaissance toute personnelle, dont rien n'ébranlera la solidité et dont je le prie de recevoir ici les hommages publics.

Ce que l'avenir me prépare, m'est caché. Quoi qu'il puisse arriver, ce sera toujours vers le but le plus élevé que se dirigeront mes efforts; l'amour de la vérité, la cause de l'humanité sont tout pour moi. Quant à mon caractère personnel, ce fidèle exposé de ma conduite en donnera la mesure.

Premier Post-scriptum.

Je regarde la vocation du savant, du poëte, de l'artiste, comme une espèce de sacerdoce profane, diversement exercé. Mais quel nom donner aux occupations de cette populace littéraire, écrivassiers féconds, *gens de lettres*, comme ils se qualifient : nom, par parenthèse, aussi vide de sens que ridicule? Sans opinion, sans conscience et sans couleur, ils se font chaque jour une nouvelle conscience, se parent d'une nouvelle nuance, s'arment d'une opinion nouvelle. Il est fréquent de voir le même homme traverser effrontément tous les journaux de la capitale, déjeunant de la feuille monarchique, dînant de la colonne ministérielle, soupant du pamphlet libéral. « Je » serai conseiller d'Etat, je le serai. Si le gouverne- » ment ne me récompense pas, qu'il tremble! » Le ministère est-il sourd à ces menaces; on va trouver le libraire que l'on tente par quelque bonne grosse spéculation sur le scandale. « Quelle est la mode? qu'est- » ce que le public achète? Des mémoires. Eh bien! » faisons des mémoires. Libraire, vous les publierez, » vous me les paierez, et moi, j'annoncerai vos autres » marchandises dans les journaux auxquels je travaille. » Y a-t-il quelques réputations qui ne soient point usées; » hâtons-nous de les entamer. Nous ferons habilement » savoir à l'honnête homme calomnié par nous, que » certain drôle (que nous connaissons, mais que nous » désavouons) va incessamment l'attaquer. Nous lui fe- » rons ensuite adroitement sentir qu'un billet de mille

» francs remis dans nos mains, conjurerait l'orage.
» Vive le talent! Aglaé et les Frères Provençaux auront
» bientôt englouti ce que nous aurons gagné par une
» exploitation si bien combinée. Mais nous recom-
» mencerons; et M.... auquel nous aurons rendu
» ce beau service, nous sera toujours dévoué. Nous
» trouverons toujours chez lui table mise.

Cette espèce de réserve et de pudeur chaste que l'amour du beau et de la vérité inspirent toujours à l'homme digne de ce nom, ne lui permettent guère d'observer de près les insectes de la littérature. Dès que vous les entendez bourdonner, dès qu'ils choisissent un endroit favori pour y chercher leur nourriture, pour y plonger leur dard, il y a là symptôme de putréfaction. Et qui aime à fouiller un cadavre? Cependant il arrive assez souvent qu'on est obligé d'appeler les médecins dans les lieux infects, pour en chasser le méphitisme. Le critique est appelé aux mêmes devoirs. C'est à lui de préparer la chlorure qui absorbe les miasmes pestilentiels, et même d'entrer dans le cloaque. C'est une fonction peu agréable : mais enfin c'est un devoir.

J'avertis donc une fois pour toutes cette gent écrivassière, dont l'ignorance bavarde nous assiège, que s'il lui prend envie de s'évertuer trop effrontément sur le compte de ces hommes que le public respecte, il pourra aussi me prendre envie un jour d'approfondir toutes les bassesses et toutes les misères dont leur existence se compose, de leur rompre en visière sans scrupule, sans ménagement, sans désemparer, d'arracher

à leur nullité le voile de l'anonyme ; dussé-je les saisir comme le chirurgien saisit le lépreux en lui arrachant les écailles, dût quelque fragment de leur peau rester dans mes mains, dût le vide de leur intelligence, combiné avec leur sottise, leur présomption et cet esprit de mensonge qui les distingue, les livrer définitivement au mépris de la France et de l'Europe.

Second Post-scriptum.

Le hasard vient de faire tomber entre mes mains la réponse de M. Pierre Grand à M. Fauche-Borel. Je ne connais nullement M. Pierre Grand et ne m'établis point juge dans la polémique soulevée par lui. Seulement je crois devoir l'avertir, dans les intérêts de la vérité, du tort qu'il fait à un honnête homme : cet honnête homme s'appelle M. Alphonse de Beauchamp.

S'il fallait en croire M. Pierre Grand, M. Fauche-Borel, le diplomate, M. Fauche-Borel, le conspirateur, M. Fauche-Borel, le séducteur de Pichegru et de Barras, ne serait point capable d'écrire ses Mémoires. Quelle apparence de vérité cela a-t-il?

Ce qu'il y a de plus triste, c'est que M. Pierre Grand attribue formellement à M. Alphonse de Beauchamp la rédaction des susdits Mémoires. Et cela n'est pas ; non cela ne peut pas être ; et le lecteur en va juger.

D'abord, est-il croyable que M. de Beauchamp, chargé toute sa vie d'occupations littéraires si hautes et si importantes, auteur, si je ne me trompe, d'une *Histoire de la guerre de la Vendée*, d'une *Histoire du règne de Louis XVIII*, d'une foule d'articles histori-

ques, semés dans la *Biographie* de M. Michaud, historiographe de S. M. l'empereur du Brésil, et historien du Brésil par une conséquence nécessaire ; que M. Alphonse de Beauchamp, habitué à ne s'occuper que de rois, de princes et de peuples, se soit abaissé à écrire les Mémoires d'un obscur particulier ? Comme historien, il doit apprécier plus qu'un autre la parfaite exactitude dans les détails des faits : or les Mémoires de M. Fauche, si je dois en croire des personnes bien instruites, fourmillent d'erreurs grossières dont on m'a offert de me procurer la liste immense et complète.

Ensuite, si l'on voulait à toute force établir qu'un écrivain, connu par la rapidité de ses compositions, ait pu se livrer à une légèreté si singulière, il est d'autres raisons vraiment concluantes qui le disculperaient à tous les yeux.

On ne peut douter que M. de Beauchamp ne soit un écrivain consciencieux, toujours dirigé par la même pensée, soit qu'il écrive dans la *Foudre*, soit qu'il confie ses élucubrations au *Drapeau blanc*, soit qu'il prête sa plume aux inspirations du duc d'Otrante, soit qu'il retrace les beautés vierges du nouvel empire fondé à Rio-Janeiro, soit qu'il célèbre le génie de la Rochejacquelin ou la science politique du sage auteur de la Charte. Or, en supposant que tous ces ouvrages de M. de Beauchamp portent l'empreinte d'un génie puissant et élevé (hypothèse à laquelle je crois sur parole : car mes études ne se sont pas dirigées encore vers le champ d'investigation que M. de Beauchamp

a parcouru); il est moralement impossible qu'il ait jamais composé ces Mémoires de M. de Fauche, Mémoires dont l'inspiration bavarde, le flasque génie, le babil ennuyeux, sans une seule pointe de sel attique, trahissent la médiocrité la plus décidée.

Mais pourquoi chercher dans des inductions morales et intellectuelles la preuve que M. de Beauchamp n'est pas coupable du péché littéraire que M. Grand lui impute ? Je n'ai pas l'honneur d'être intimement lié avec M. de Beauchamp ; mais lorsqu'il coopérait à la rédaction du *Drapeau blanc*, il est impossible de montrer à quelqu'un plus de bienveillance qu'il ne m'en a témoigné. C'était la politesse elle-même : serremens de mains, paroles aimables ; rien n'y manquait. Souvent il m'a répété affectueusement que je jouissais de son estime spéciale.

Ah ! me frapper dans l'ombre et sous le masque, lorsque, comme M. de Beauchamp, l'on a vanté mon caractère et rendu hommage à mes qualités personnelles; j'en atteste M. Pierre Grand lui-même, cela n'est pas possible ; et accuser M. de Beauchamp de cette lâcheté, lui qui m'assurait si chaudement de sa bienveillance et qui (parvenu à une réputation littéraire déjà toute faite) était presque un protecteur pour moi ; ce serait outrager son honneur et lui adresser une trop grave injure.

A la rigueur, on pourrait dire cependant que M. de Beauchamp s'était trompé sur mon compte et que l'expérience l'a éclairé. Mais il n'en est rien ; car ma

dernière conversation amicale avec cet honorable écrivain est de très-fraîche date. Allons, M. Grand, rétractez-vous ; rayez de vos papiers le nom de M. de Beauchamp : il n'a rien à faire dans vos pamphlets, pas même comme censeur rigide, ennemi des pensions et des sinécures.

J'aurais dû donner le pas aux dames : et certes la galanterie m'aurait obligé à faire passer le Pseudo-Fauche, dont je n'admets pas l'existence, derrière *certaine dame* de qualité, vraie chevalière d'Eon, virago redoutable. Le public sait avec quelle délicatesse et quelle loyauté un fabricant de Mémoires, désignant une dame encore vivante, sous les traits de laquelle il a prétendu se cacher, usurpant son nom et son masque, a spéculé sur cette combinaison du scandale et du mensonge ! S'il est vrai que, derrière M. Fauche-Borel, un Pseudonyme se cache, comme on a vu, sous le paganisme, des pontifes menteurs se cacher derrière la statue des faux dieux : quel spectacle plus révoltant encore nous offre celui qui usurpe le nom d'une femme qui ne lui en a pas donné la permission, pour faire, au nom de cette dame, de scandaleuses révélations aussi mensongères qu'elles sont indécentes.

Aimable Hermaphrodite, vous qui avez prétendu me faire jouer un rôle dans les *Souvenirs d'une dame de qualité*, apprenez, qui que vous soyez, que vous n'avez pas dit sur mon compte un seul mot de vérité. Vous me faites rival de M. de Cazes et de M. de Bour-

rienne, à une époque où j'étais encore loin de la France. A voir la description que vous faites de mes dîners, il semble que vous y ayez assisté plus d'une fois : tant vous décrivez avec *gusto* mon expertise gastronomique. Mais, avouez-le, vous n'avez pas su assaisonner de sel attique les mets que je me fais servir. Vous me transformez en Béotien massif; ce qui est sans doute infiniment spirituel, et ce qui prouve la confiance profonde que vous avez en votre légèreté délicate. Avant de composer des Mémoires en votre nom ou sous le nom d'un autre, vous feriez bien de révéler au public le nom de l'anecdotier qui raisonne et déraisonne à tort et à travers sur une foule de personnages qu'il n'a jamais entrevus.

J'ai encore un remerciement à faire à une feuille religieuse et monarchique qui m'envoya, il n'y a pas long-temps, un littérateur, homme de peine, en me priant de lui procurer du travail. Les élucubrations de cet écrivain eurent le malheur de ne pas me convenir, et j'eus le malheur de refuser ses services. Aussitôt, faisant volte-face, et passant de la feuille ultramontaine à une publication libérale, il se mit à réchauffer du Fauche ou du Pseudo-Fauche, et donna au public ce ragoût, véritable brouet spartiate. Il faut bien que tout le monde vive : le Fauche réel ou prétendu, la femme de qualité, le littérateur homme de peine : car écrire, ce n'est ni penser ni réfléchir; c'est tout bonnement fabriquer, tisser de la laine, ou tout autre métier. Pour moi, las d'avoir entretenu le

public de moi-même, et presque honteux d'avoir dû repousser de si basses attaques, j'échappe enfin avec bonheur à cette triste nécessité des temps, et je dépose avec joie la plume, que je consacre désormais à mes études favorites, à la recherche de la vérité.



Pièce 2

Table des Matières du Catholique

N° 1er Janvier 1826

N° 2me Fevrier 1826.

Critique Littéraire

Poésie

Variétés.

histoire

Politique

Variétés

de l'histoire

Poésie

Critique Littéraire

Poésie Chant

histoire

Variétés

Tome 3me Juillet 1827

Histoire

Politique

Critique Litteraire

Variétés.

Critique Littéraire

Politique intérieure

Histoire

Poésie

Variétés

Histoire

Politique

Poésie

Variétés

Tome 1.

Critique Littéraire

Critique Littéraire

Politique

Tome Cinquième

Politique —

~~P~~ Philosophie

 Politique

8

Politique

Philosophie

Poésie.

Tome 6me

Politique

Philosophie

Poésie

Politique

Politique

Tome 7me

Philosophie

Poésie

Politique

Poésie

Politique

Politique

Philosophie

Poésie

Tome 8me

Philosophie

Critique Litteraire

Poésie

Politique

Histoire

Variétés

Tome 9me

Poésie

Critique Littéraire

Politique

Poésie

Politique

Variétés

Histoire

Histoire

Poésie

Philosophie

Poesie

Politique

Du présent et de l'avenir

Philosophie

Politique

Philosophie

17

Philosophie

Poésie

Variétés

Antiquité

Poésie

Antiquités

Variétés

Littérature

Histoire

De l'Irlande et des antiquités Irlandaises

De ma Carrière politique et littéraire en france et dans les Pays bas

Par le Baron d'Eckstein

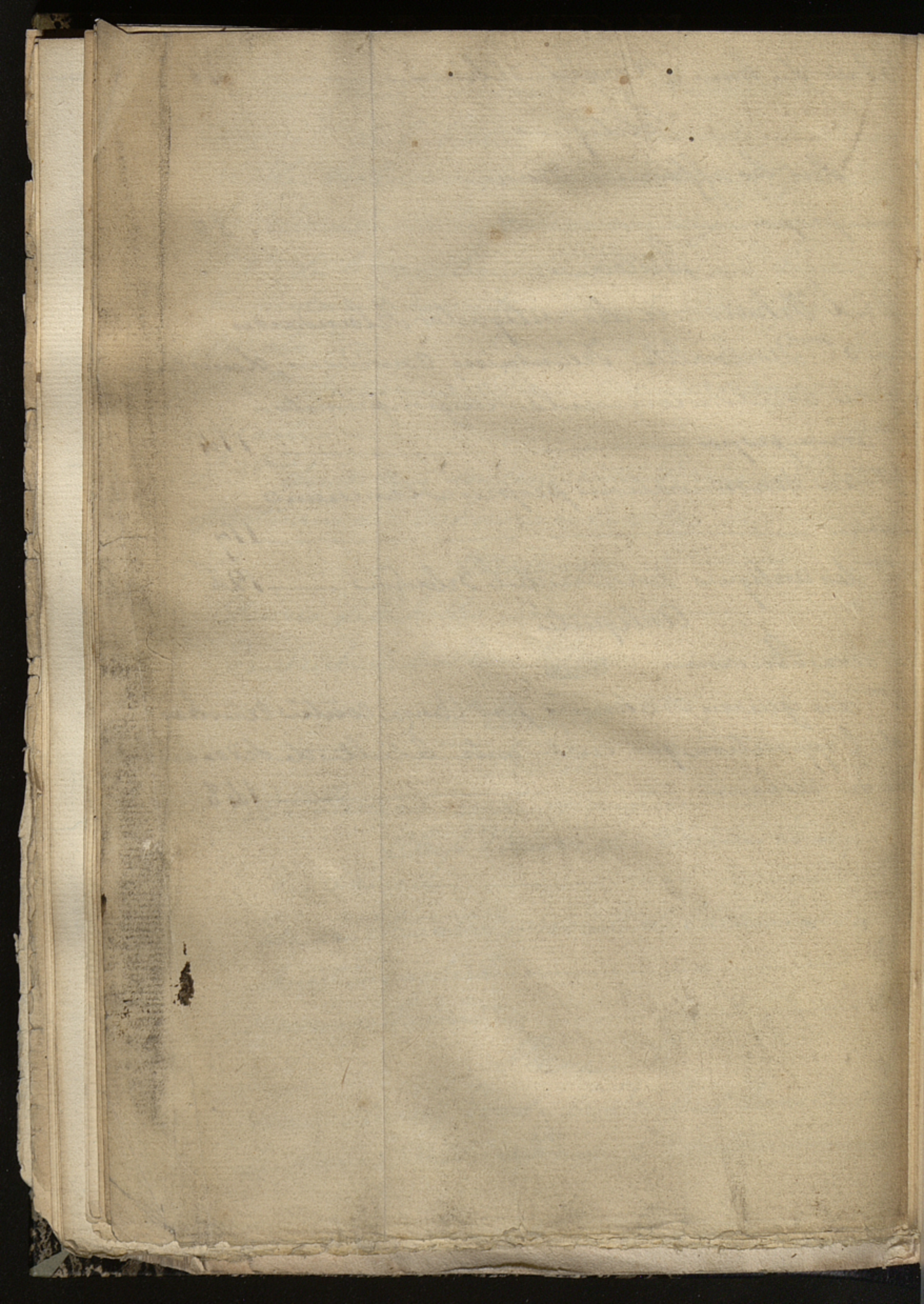
Antiquités

Mélanges

Tome 15me

Variétés

Poésie



Eckstein (Ferdinand Bon d') Né à Copenhague en Septbre 1793, est mort à la maison-hospice de St Jean de Dieu, en 183 et je me suis trouvé en de fréquentes relations avec lui. C'est même de lui que je tiens cette collection aujourd'hui rarissime complète.

Dans l'article que lui a consacré Mr Pascallet (Encyclopédie des gens du monde reproduit par la Biographie generale) le Bon d'Eckstein est qualifié de philosophe français d'origine danoise. Il parlait dans touts les cas d'une façon admirable la langue de sa patrie adoptive.



